



# **LES ENJEUX DU RAPPROCHEMENT SINO-RUSSE DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE**

**Réel partenariat stratégique ou instrument de  
neutralisation mutuelle ?**

**Mémoire de géopolitique**

**Du chef d'escadron Vincent BUTTOLO**

**Dans le cadre du séminaire « géopolitique de la Chine »**

**Directeur : Mme Valérie NIQUET**

Mars 2006

# **Les enjeux du rapprochement sino-russe depuis la fin de la Guerre Froide : réel partenariat stratégique ou instrument de neutralisation mutuelle ?**

## **SOMMAIRE**

### **PREMIERE PARTIE : le renouveau des relations sino-russes**

Les accords de 2001, fruit d'un rapprochement progressif depuis la fin des années quatre-vingt

Les principaux moteurs politiques du rapprochement

:Principal résultat concret du partenariat: le règlement de la quasi-totalité du contentieux  
frontalier

### **DEUXIEME PARTIE : ressources énergétiques et armement, ciment de la coopération**

L'économie comme outil de rapprochement diplomatique

Les échanges énergétiques, un axe fondamental de la coopération sino-russe

L'armement, l'autre grand pôle de coopération

### **TROISIEME PARTIE : les ambiguïtés du partenariat sino-russe**

Des tensions permanentes

Amies ou rivales ?

Une méfiance réciproque qui transforme le partenariat en outil de neutralisation mutuelle

## INTRODUCTION

« Amitié pragmatique »<sup>1</sup> ou émergence du « Heartland » prophétisé par les géopoliticiens, Harold Mackinder et Nicholas Spykman, au début du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>2</sup> ? Le rapprochement spectaculaire de la Fédération de Russie et de la République Populaire de Chine pose aujourd'hui question en raison des enjeux qu'une telle conjonction de puissance implique. Formalisés en 2001 par le traité « d'amitié et de bon voisinage » et l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), ces liens pourraient bouleverser les rapports de force actuels dans le monde, en inaugurant un puissant pôle, tant économique que militaire, susceptible de rivaliser avec les Etats-Unis et leurs alliés. La présence à la dernière réunion de l'OCS, à titre d'observateurs, de l'Inde, du Pakistan et de l'Iran, pourrait même être interprétée comme la naissance d'un futur « bloc altaïque »<sup>3</sup>. Pourtant, s'agit-il d'un rapprochement durable des deux anciens géants communistes ou plutôt d'une coalition de circonstance, pour répondre à l'offensive américaine ? D'une coopération pérenne fondée sur la promotion d'une vision mondiale commune, ou d'une politique pragmatique de « coexistence pacifique » ? Autant de questions qui amènent donc à s'interroger sur la nature des relations sino-russes et sur leurs évolutions possibles.

Au terme de cette étude, il apparaît que, malgré les progrès de ces dernières années, il est peu probable de voir surgir à moyen terme une « OTAN asiatique » et les relations des deux pays aller au-delà des accords politiques formels et des relations mercantiles. De plus, la persistance d'un climat de profonde méfiance dans les relations sino-russes tend plutôt à faire des nouvelles instances de coopération un instrument de neutralisation mutuelle, qu'un réel partenariat stratégique.

Après avoir analysé l'embellie des relations sino-russes depuis la fin de la Guerre Froide, puis les puissants liens économiques qui les unissent aujourd'hui, nous insisterons sur les éléments de profonde divergence qui persistent entre Moscou et Pékin, éléments qui rendent illusoire toute coopération franche à long terme.

---

<sup>1</sup> Isabelle Facon, « Les relations stratégiques Chine-Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique », Fondation pour la Recherche Stratégique, 20 janvier 2006, pp. 1-9, disponible sur le site : [www.frstrategie.org](http://www.frstrategie.org).

<sup>2</sup> Michel Gurfinkel, « le nouveau Grand Jeu », *valeurs actuelles*, n°3606, 6-12 janvier 2006, pp. 32-34

<sup>3</sup> Gurfinkel, *ibid.*

## I. PREMIERE PARTIE : le renouveau des relations sino-russes

### 1.1- Les accords de 2001, fruits d'un rapprochement progressif depuis les années quatre-vingt

*Depuis la reprise de leurs pourparlers au milieu des années quatre-vingt, la Chine et la Russie sont entrées dans une nouvelle ère de coopération. Cette convergence diplomatique récente a abouti à la signature d'un partenariat en 1997, puis à celle d'un nouveau traité d'amitié en 2001.*

Les deux discours prononcés par Mikhaïl Gorbatchev, président de l'URSS et secrétaire général du Parti communiste, à Vladivostok, en juillet 1986, et à Krasnoïarsk, en septembre 1988, amorcent véritablement la reprise des pourparlers entre les deux pays. Gorbatchev y annonce le retrait des troupes soviétiques, stationnées le long de la frontière sino-russe, et celui des troupes présentes en Afghanistan. Ils sont directement adressés à la Chine afin de lui signifier la volonté soviétique de rentrer définitivement dans une ère de détente, **après plusieurs décennies d'affrontements**. En mai 1989, il se rend à Pékin. La répression du mouvement de contestation de Tiananmen, qui fait alors rage dans la capitale chinoise, n'empêche pas les deux pays de déclarer une « **coexistence pacifique** » et de se mettre d'accord pour délimiter leur frontière, engagement qu'un traité formalisera en mai 1991. Parallèlement, les deux Etats s'engagent à développer une coopération économique et commerciale, qui n'a cessé, depuis, de prendre de l'ampleur.

Cependant, la chute de l'URSS et la victoire des démocrates pro-occidentaux à Moscou provoquent un coup de froid dans les relations sino-russes. Ce refroidissement auquel s'ajoute la mise au ban de la scène internationale, suite à la répression de la place Tiananmen, oblige le gouvernement chinois à réagir. En février 1992, lors de son voyage dans le sud de la Chine, Deng Xiaoping, secrétaire général du parti communiste chinois (PCC), annonce la nécessité pour le pays d'accélérer la réforme vers l'économie de marché. Ce souhait est adopté lors du XIV<sup>ème</sup> congrès du PCC en octobre 1992. A cette date, la Chine et la Russie ont donc un même but : mener à bien leur transition vers l'économie de marché. Cet objectif commun rend la coopération encore plus attractive pour les deux pays. Aux yeux de certains officiels russes, rapidement déçus par les pays occidentaux qui n'ont pas apporté en Russie l'aide économique espérée, la Chine fait ainsi figure de modèle de transition économique post-socialiste qui a su

éviter les désordres internes<sup>4</sup>. Pour la Chine, la Russie apparaît comme le partenaire commercial idéal avec qui elle peut échanger ses excédents de marchandises contre des matières premières et de l'armement.

Le nouveau contexte international qui se substitue à la Guerre Froide favorise de surcroît la relance des relations diplomatiques entre les deux pays. En effet, la Chine et la Russie s'opposent rapidement au nouvel ordre mondial dominé par l'hyperpuissance américaine. Afin de contrer les Etats-Unis qui développent leur projet militaire de défense antimissile TMD (*Theater Missile Defense*) - NMD (*National Missile Defense*) en Asie du Nord-est, la Chine et la Russie s'allient dans un «partenariat constructif» en 1994. En 1996, ils signent les accords de Shanghai, ainsi qu'un «**partenariat stratégique**» en 1997. Ce dernier se **renforce graduellement au rythme des oppositions conjointes des deux pays sur des questions internationales**. Lors d'une réunion sino-russe au sommet, qui se tient à Pékin les 9 et 10 décembre 1999, les deux présidents décident même d'institutionnaliser leurs positions communes. Cette convergence de vues est fondée sur l'opposition à la politique américaine (Kosovo, Irak) et sur la défense d'un monde multipolaire géré par l'ONU. C'est dans cette dynamique qu'est signé **en juin 2001** un accord qui instaure **l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)** qui regroupe, outre la Chine et la Russie, différents pays d'Asie centrale. Elle constitue bientôt un des forums privilégiés où s'exprime la communauté de vue entre Moscou et Pékin. Par ailleurs, les progrès bilatéraux accomplis durant la décennie quatre-vingt-dix où « les relations entre les deux pays n'ont jamais été aussi bonnes » amènent la Chine et la Russie à signer à Moscou, **le 16 juillet 2001, un traité de «bon voisinage, d'amitié et de coopération»**<sup>5</sup>. Il entre en vigueur après l'échange des ratifications le 28 février 2002. Ce traité vise à promouvoir « le développement de relations de voisinage stables et à long terme et d'une amitié entre les deux pays, sur la base d'une coopération mutuellement bénéfique », qui doit être « rapide, stable et ininterrompue ». Il s'agit du premier traité d'amitié conclu entre Moscou et Pékin depuis le Traité sino-soviétique d'amitié, d'alliance et

---

<sup>4</sup> Sébastien Colin, « Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie », Les études du CERI, n° 96, juillet 2003, pp. 1-38, étude disponible sur le site : [www.ceri-sciencespo.com](http://www.ceri-sciencespo.com); Akihiro Iwashita, « Russo-Chinese relations in the post-cold war period », article disponible sur le site : <http://src-h.slav.hokudai.ac.jp/sympo/Proceed97/Iwashita.html>, 1997.

<sup>5</sup> Elizabeth Wishnick, « Les relations sino-russes dans le nouveau contexte international », Perspectives chinoises, n° 72, juillet - Août 2002, pp. 1-17; article disponible sur le site : [www.cefc.com](http://www.cefc.com) ; Igor Rogachev, « The Russian-Chinese treaty of good-neighborliness, friendship and cooperation : The results of the first year », Far Eastern Affairs, Vol. 30, n° 3, 2002, pp. 1-11.

d'assistance mutuelle de 1950<sup>6</sup>. Sous la présidence de Poutine, les relations sino-russes gagnent en substance : elles se sont diversifiées et institutionnalisées. A l'issue de la signature du traité de juillet 2001, les deux gouvernements centraux ont ainsi créé une commission conjointe chargée de coordonner la coopération dans huit domaines : l'économie et le commerce, l'énergie (dont l'énergie nucléaire), la technologie militaire, les transports, la finance, les sciences, les technologies de l'information et l'espace<sup>7</sup>.

## **1.2- Les principaux moteurs politiques du rapprochement**

### **1.2.1- Contrebalancer l'hégémonie de l'hyperpuissance américaine :**

*Une des bases du partenariat sino-russe est à chercher dans l'opposition des deux pays vis-à-vis de la politique internationale des États-Unis, dont l'influence hégémonique depuis la fin de la Guerre Froide a menacé, selon les deux pays, leurs intérêts politiques et stratégiques. C'est sous l'influence de ce contexte que la relation sino-russe est allée au-delà de la logique d'apaisement pour passer à l'affichage d'une ambition de partenariat stratégique.*

L'anti-américanisme permet d'expliquer en grande partie le rapprochement diplomatique russo-chinois, que les observateurs occidentaux commencent à déceler à partir du printemps 1995<sup>8</sup>. C'est à compter de cette période en effet que les tensions entre les États-Unis et le couple sino-russe se cristallisent. La Russie considère les pays de l'Est comme appartenant à sa sphère traditionnelle d'influence. L'élargissement vers l'est de l'OTAN, sous l'impulsion américaine, constituait donc une action ouvertement hostile de la part de l'Occident. Malgré une résistance diplomatique active, la Russie doit céder et son sentiment d'humiliation est encore exacerbé par l'intervention militaire de l'OTAN en Bosnie et au Kosovo (1995 et 1999). Par ailleurs, l'élargissement de l'OTAN coïncide avec l'intervention militaire de Moscou en Tchétchénie, intervention fortement critiquée par la communauté européenne. Par mesure de rétorsion, elle suspend même la procédure d'entrée de la Russie dans le Conseil de l'Europe. Quant au FMI, il exerce également des pressions, en gelant des accords de prêts consentis au gouvernement russe. Cette attitude est perçue à Moscou comme un rejet de la Russie par

---

<sup>6</sup> Ce traité conclu pour une période de trente ans est resté en vigueur pendant toute la durée du conflit sino-soviétique. En 1979, les Chinois ont annoncé qu'ils ne renouvelleraient pas ce traité. Tout au long des années 1970, les dirigeants soviétiques ont incité les Chinois à signer un nouvel accord définissant le cadre de leurs relations, mais la Chine n'a cessé de rejeter cette idée qui, pour elle, n'était qu'un moyen d'éviter la résolution des problèmes concrets qui existaient dans les relations entre les deux pays.

<sup>7</sup> La Tribune, 3 décembre 2002.

<sup>8</sup> Boris Eltsine se rendit à Pékin quatre fois : en 1992, en avril 1996, en novembre 1997 et en décembre 1999. Le président chinois Jiang Zemin se rendit à Moscou en avril 1997 et en novembre 1998. Le nouveau Président Vladimir Poutine se rendit en visite officielle en Chine, en juillet 2000. A cela s'ajoutent les fréquentes rencontres des différents premiers ministres. V.A. Kolossov, R.F. Tourovski. « Situation géopolitique de la Russie au seuil du XXIème siècle : réalités et perspectives », Polis, n°3, 2000, p.51.

l'Occident et marque la fin des espoirs de cette dernière de rejoindre un jour l'Union Européenne. Seule la Chine approuve l'intervention russe en Tchétchénie, en partie en raison de sa propre lutte contre le séparatisme ouïgour au Xinjiang (Turkestan Chinois).

De plus, les analystes perçoivent, dès la fin des années quatre-vingt dix, **les manœuvres des Etats-Unis** à l'encontre de la Chine<sup>9</sup>. Washington intensifie en effet ses liens avec la Corée du Sud, Taiwan, ainsi que le Japon, et constituent un **front antichinois dans le Sud-est asiatique**. A tous les pays de la région (Cf. annexe 1), ils présentent la croissance économique chinoise comme une menace directe. La pression est d'autant plus forte que la quasi totalité des 260 milliards de dollars d'investissements directs dans ces pays provient alors des Etats-Unis et de ses alliés (Taiwan, Japon et les pays occidentaux)<sup>10</sup>.

Parallèlement, le président Eltsine véhicule le discours sur l'inadmissibilité du monde unipolaire. Ainsi, il inaugure une **vision d'un nouvel ordre mondial multipolaire**. La direction chinoise partage largement ce point de vue. Cette notion de "monde multipolaire" est ainsi introduite dans les déclarations conjointes sino-russes.

La Chine et la Russie militent aussi pour la levée de l'embargo contre l'Irak ou contre toute solution par la force de ce problème. Moscou et Pékin désapprouvent à plusieurs reprises l'utilisation par l'Amérique des organisations internationales, notamment de l'ONU et de l'OTAN, pour atteindre ses propres objectifs (opération de l'OTAN au Kosovo, en 1999).<sup>11</sup> La frappe de missiles américains sur l'ambassade chinoise à Belgrade en mai 1999, entraîne une crise particulièrement grave et provoque une vague de manifestations anti-américaines en Chine. Enfin, durant sa visite à Pékin, en juillet 2000, Vladimir Poutine et Jiang Zemin désapprouvent également l'initiative de Washington de déployer un bouclier anti-missiles national (National Missile Defence, NMD), interdit par le traité ABM. Le **nationalisme chinois** qui apparaît aujourd'hui, n'est plus anti-russe, comme c'était le cas dans les années 1960, mais **anti-américain**.

---

<sup>9</sup> Au début des années 1990, la Chine essaya de vendre des missiles et signa un contrat sur la construction de deux réacteurs nucléaires en Iran. Partenaire économique principal des Etats-Unis, la Chine renonce à ce contrat sous la pression américaine.

<sup>10</sup> Viatcheslav Avioutski, « Russie - Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde. », Centre d'Analyses et de Recherches Géopolitiques, 07 novembre 2005, article disponible sur le site : [www.strategicsinternational.com](http://www.strategicsinternational.com) ; Moskovskie Novosti, n°67, 1-8 octobre 1995.

<sup>11</sup> Lors de sa visite à Pékin, le ministre russe de la défense nationale Igor Rodionov, déclare que les opérations de maintien de paix sous l'égide de l'ONU « ne devraient pas être l'instrument pour réaliser les objectifs d'une puissance ou d'un groupe de nations pour le compte des autres » ; Avioutski, *ibid.* ; Kommersant-Daily, 16 avril 1997.

En 2006, comme à tous les moments clefs du développement du partenariat sino-russe, les **initiatives bilatérales sont destinées à démontrer la force de ce partenariat**. Elles sont motivées par la volonté des deux nations de manifester leur solidarité stratégique en réponse à des difficultés dans leurs relations avec les pays occidentaux, en premier lieu Washington. La Russie voit le climat de ses rapports avec les États-Unis se détériorer, en raison d'une part, de l'évolution de sa situation politique intérieure (Tchéchénie), et d'autre part, des tensions sur un certain nombre de dossiers internationaux, au premier rang desquels ses liens avec les États ex-soviétiques. Quant à la République Populaire de Chine (RPC), elle fait l'objet d'un regain de vigilance de la part des Américains, suite au durcissement de sa position vis-à-vis de Taiwan (cf. la Loi anti-sécession, promulguée le 14 mars 2005).

En juillet 2005, une déclaration, adoptée à l'issue du sommet de l'OCS d'Astana, appelle les États-Unis à établir un calendrier pour le retrait de leur présence militaire des pays membres de l'OCS. La même déclaration demande à la communauté internationale de respecter la *«diversité des cultures et des civilisations dans le monde»*, d'assurer *«le droit de chaque peuple à sa propre voie de développement»*, le tout dans l'esprit de *« l'égalité en droits et du respect mutuel, et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays souverains »*. Ce sont là des allusions claires à leur opposition aux tentatives de certains pays occidentaux d'imposer la démocratie de l'extérieur. De même, ils critiquent la participation plus ou moins directe d'acteurs américains (ONG, fondations, etc.) aux *« révolutions de couleur »* dans l'espace post-soviétique, que Russes comme Chinois ne souhaitent pas voir se répéter en Asie centrale.<sup>12</sup>

### **1.2.2- Russie et Chine réunies autour des questions de sécurité**

*Même si la question du terrorisme est moins brûlante en Chine qu'en Russie, il n'en demeure pas moins qu'elle constitue une autre base de rapprochement entre les deux puissances. Les enjeux sécuritaires régionaux (terrorisme, groupes politiques et/ou religieux extrémistes, criminalité transfrontalière, etc.) sont en effet bien réels. Une des raisons d'être majeure de l'OCS est bien de favoriser la coopération entre les États centre asiatiques en matière de sécurité des frontières et de lutte contre le terrorisme.*

Avec l'influence prééminente des États-Unis dans le monde et le besoin intérieur croissant en énergie, le combat contre **« le séparatisme » ouïgour dans la province autonome du**

---

<sup>12</sup> Façon, art.cit. « Deklaratsiia glav gosoudarstv-tchlenov Chankhaiskoï organizatsii sotroudnichestva » [Déclaration des chefs d'État des pays membres de l'Organisation de coopération de Shanghai], Astana, 5 juillet 2005. Quelques jours plus tard, Tachkent donnait six mois à Washington pour retirer ses forces du territoire ouzbek.

**Xinjiang** (Cf. annexe 2) constitue une des trois grandes préoccupations gouvernementales qui influence la politique extérieure chinoise. Ce combat vise, à la fois à réprimer le mouvement séparatiste, et à éviter que l'Asie centrale ne serve de base arrière à d'éventuels groupes armés indépendantistes.

Des communautés musulmanes importantes existent dans les deux pays. A la différence de la Russie, la Chine possède une communauté de Chinois islamisés dispersée dans un bon nombre de provinces (8,6 millions de Huis, en 1990), et souvent poursuivis par les autorités officielles. Une seule communauté musulmane fait exception : les Ouïgours (7,2 millions, en 1990). Elle est concentrée, presque exclusivement, au Xinjiang (Turkestan Chinois). Géographiquement, le Xinjiang, considéré comme "la région pivot" de l'Asie<sup>13</sup>, est isolé des grands centres de décision chinois de la côte Est. Dans les années 1940, les Ouïgours ont proclamé une république indépendante de Turkestan Oriental, qui a pu exister quelques mois grâce à la complicité de l'URSS, désireuse alors d'affaiblir la Chine en proie à la guerre civile. Dès le début des années 1990, un mouvement séparatiste ouïgour s'inspire de la libération des républiques soviétiques de l'Asie Centrale et revendique l'indépendance. Les émeutes ouïgours furent systématiquement matées. Des informations circulent concernant une guérilla qui commettrait des actes terroristes au Xinjiang et agirait depuis ses bases au Kazakhstan. Selon d'autres sources, le mouvement ouïgour trouverait de l'aide auprès des pétromonarchies du Golfe et de la Ligue Islamique Mondiale. A la différence de Moscou, qui n'a pas pu empêcher la présence des journalistes en Tchétchénie, Pékin réussit à éviter la médiatisation du conflit, accompagné (comme dans le cas tchéchène), par une forme d'activisme musulman.

Le Xinjiang, « nouvelle frontière » en chinois, est **économiquement indispensable** (Cf. annexe 3) à la Chine en raison de la découverte d'importants gisements : **un tiers des ressources prouvées du pétrole en Chine** (74 milliards de barils)<sup>14</sup>. D'autre part, l'accès terrestre le plus court vers les gisements pétroliers et gaziers de la Caspienne (Turkménistan, Kazakhstan, Azerbaïdjan et Iran) passe par le Xinjiang. Enfin, un couloir ferroviaire, qui évite la Russie, est susceptible de relier la Chine à l'Europe occidentale, désenclavant ainsi ses provinces continentales (via le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Iran, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Mer Noire, la Roumanie, la Hongrie et l'Allemagne). En cas de

---

<sup>13</sup> Avioutski, art.cit; Owen Lattimore, « Pivotal of Asia :Sinkiang and the Inner Asian Frontier of China and Russia », Boston, Little, Brown and Co, 1950, pp.3.

<sup>14</sup> Ibid.; « China eyes challenges in remote Tarim Basin, », Oil and gas journal, 22 janvier 1990 ; « China to hike Tarim Basin exploration program » Oil and gas journal, 24 juillet 1989.

création d'un "Oùïgouristan" indépendant, la Chine se verrait ainsi flanquée d'un état musulman, source possible de discordes avec les pétromonarchies du Golfe, qui lui fournissent une partie significative de ses hydrocarbures. Un tel État, même enclavé, l'isolerait de surcroît un peu plus à l'est.

Ces velléités séparatistes, tant de la part des Oūïgours que des Tchétchènes, amènent Chinois et Russes à prendre des mesures communes sécuritaires. L'un des premiers axes de la diplomatie chinoise en Asie centrale, avec la médiation de la Russie, a été ainsi de développer un climat de confiance entre les États de la région. Le 26 avril 1996, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et la Russie signent ainsi à Shanghai un accord sur le renforcement des mesures de confiance en matière militaire dans les régions frontalières<sup>15</sup>. En vertu de cet accord, la Chine et ses voisins signataires renoncent à tout recours à la force, ainsi qu'à toute supériorité militaire unilatérale, et s'engagent à consolider la confiance et la transparence à travers l'échange d'informations et la réduction des forces militaires à leurs frontières. En 1997, ils limitent ainsi d'un commun accord le nombre de soldats placés le long des frontières à 260 800 : la Chine peut en stationner 130 400 de son côté de la frontière et les 130 400 soldats restants sont répartis parmi les quatre autres pays voisins.

De manière plus précise, ils élargissent leur **coopération à la lutte contre « l'extrémisme religieux », « le séparatisme national » et « le terrorisme international »**. Réunis à Almaty le 3 juillet 1998, Chine et Russie, mais aussi les autres États centre asiatiques, condamnent explicitement ces menaces et s'engagent à ce que « leur territoire ne soit pas utilisé pour des activités sapant la souveraineté nationale, la sécurité et l'ordre social de chaque État partie »<sup>16</sup>. L'année suivante, ils franchissent une nouvelle étape dans leur coopération en exprimant le besoin d'agir de concert pour assurer la sécurité régionale. Réunis à Bichkek, le 15 août 1999, ils reconnaissent en effet la nécessité d'adopter des mesures communes concrètes afin de lutter efficacement contre le terrorisme<sup>17</sup>.

A l'occasion de l'intervention de l'OTAN au Kosovo, en 1999, la coopération établie par le Forum de Shanghai, en matière de sécurité, sous l'impulsion de la Chine et de la Russie est

---

<sup>15</sup> Les régions frontalières couvrent une zone de cent kilomètres de part et d'autre des frontières communes aux États parties.

<sup>16</sup> Annie Jafallian, « Equilibres géopolitiques en Asie centrale : la montée en puissance de la Chine », Annuaire stratégique et militaire, 2005 ; Berlin Information center for Transatlantic Security, article disponible sur le site : <http://russia.shaps.hawaii.edu/fp/russia/joint-statement980703.html>.

<sup>17</sup> Le point 4 de la déclaration de Bivchkek dispose en effet que les « cinq pays adopteront des mesures concrètes pour lancer une coopération pratique comprenant l'élaboration d'un programme d'actions conjointes ». Jafallian, *ibid.*

encore renforcée. L'action de l'Alliance dans les Balkans a été perçue en effet comme une menace potentielle à leur souveraineté respective au Xinjiang et en Tchétchénie. Inquiets de l'influence déstabilisante des Talibans, des flux de réfugiés, du trafic de drogues et de la montée des mouvements islamiques militants en Asie centrale, les cinq pays membres de l'OCS annoncent leur intention de transformer le Forum en « une institution régionale de coopération multilatérale », à Douchanbe le 5 juillet 2000<sup>18</sup>. Ils soutiennent alors le projet de création d'un centre régional anti terroriste à Bichkek.

Cette évolution est consacrée au sommet des 14 et 15 juin 2001 : le groupe de Shanghai, auquel s'ajoute l'Ouzbékistan, instaure l'OCS (Cf. 1.1) et adopte « la convention de Shanghai sur le combat contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme »<sup>19</sup>. Depuis, la Mongolie, le Pakistan et l'Inde auraient signifié leur intérêt de se joindre à l'OCS.

### **1.3- Principal résultat concret du partenariat : le règlement de la quasi-totalité du contentieux frontalier**

*Dans la mesure où les deux pays partagent une des plus longues frontières au monde (près de 4 200 kilomètres), ils étaient particulièrement soucieux d'éviter que le conflit armé des années 1960, ainsi que la tension militaire des années 1970 et 1980, ne se reproduisent. Parallèlement aux discussions de Shanghai, les accords frontaliers bilatéraux concrétisent sur le terrain le rapprochement sino-russe.*

Le nouveau **traité d'amitié sino-russe de 2001** réaffirme les nombreux engagements souscrits par la Russie et la Chine concernant la préservation de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale.

La Russie y indique de manière non équivoque, dans l'article 5, que Pékin est « l'unique gouvernement légitime représentant l'ensemble de la Chine » et que « **Taiwan est une partie indivisible de la Chine** ». Elle y souligne également son opposition à « l'indépendance de Taiwan sous quelque forme que ce soit ». Cette mention revêt une importance particulière aux yeux des dirigeants chinois, inquiets des bonnes relations qu'avaient noués les démocrates et les ultranationalistes russes avec Taiwan dans les années 1990.

Par ailleurs, 2% des 4300 Km de frontières communes continuaient d'empoisonner les relations depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale (Cf. annexe 5). Or l'article 6 fait état des progrès significatifs réalisés, sur le plan de la démarcation des frontières, grâce aux

---

<sup>18</sup> Jafallian, art.cit. ; daily News Bulletin, 7 juillet 2000, article disponible sur le site : Ministère russe des affaires étrangères (<http://www.ln.mid.ru/>).

<sup>19</sup> Jafallian, ibid. ; article disponible sur le site : secrétariat de l'OCS (<http://www.sectsc.org/>)

accords de 1991 et 1997. Il attire également l'attention sur **l'absence de prétentions territoriales entre les deux voisins** (un point crucial, surtout aux yeux des dirigeants russes), et promet de maintenir le *statu quo* en attendant de trouver une solution dans les régions où des problèmes persistent.

En effet, les dirigeants russes et chinois ont délimité la quasi-totalité de la frontière, à l'exception de trois îles russes. Deux de ces îles (Tarabarov/Yinlong et Bolchoï Ussuriiskii/Heixiazi) sont situées du côté chinois du fleuve Amour, face à la ville russe de Khabarovsk (Cf. annexe 6). La troisième, l'île Bolchoï, se trouve sur le fleuve Argun qui sépare la Mongolie intérieure, et la région de Tchita en Sibérie orientale. Les incidents frontaliers sino-russes de 1969 faillirent provoquer une guerre entre les deux voisins et alertèrent les Russes des risques qu'ils encouraient en négligeant les prétentions territoriales chinoises. C'est pourquoi les autorités de Khabarovsk ont pris des dispositions pour consolider leurs revendications sur les deux îles (Tarabarov/Yinlong et Bolchoï Ussuriiskii/Heixiazi), notamment en y établissant des habitations agricoles et en y construisant des résidences d'été pour les fonctionnaires. Pour le moment, la Russie et la Chine ont décidé de mettre de côté cette question territoriale. Mais, il leur sera difficile de parvenir un jour à un compromis étant donné l'opposition farouche des habitants (largement soutenus par les autorités locales) à toute négociation sur le retour des deux îles<sup>20</sup>. De plus, si celles-ci étaient rendues à la Chine, la ville de Khabarovsk, où se situent les quartiers généraux de la région militaire extrême-orientale ainsi qu'une base aérienne importante, deviendrait un poste frontalier très vulnérable.

Ce sont pourtant ces avancées qui permettent au Président Poutine d'affirmer, à Vladivostok, à l'occasion d'un traité en 2 juin 2005, que « *c'est la première fois dans l'histoire des relations sino-russes que la totalité des frontières communes est légalement définie* ». <sup>21</sup>

---

<sup>20</sup> Elizabeth Wishnick, *Mending Fences : The evolution of Moscow's China policy from Brezhev to Yeltsin*, Seattle, University of Washington Press, 2001, pp.32-43. Lors de l'inauguration d'un nouveau temple orthodoxe sur l'île de Bolshoi Ussuriiskii en 1999, le gouverneur de Khabarovsk, Viktor Ishaev, déclara : « Ceci a été, est et sera toujours un territoire russe ». Cité par Sergei Lebedev, « Kupola v Rossii kroïut chestnym zolotom, chtoby chashche gospod' zamechal » (Ils recouvrent d'or pur les coupes de Russie pour que Dieu les remarque plus souvent), *Khabarovskie Izvestiia* (Les nouvelles de Khabarovsk), 28 octobre 1999.

<sup>21</sup> Martine Bulard, « Une diplomatie asymétrique, la Chine bouscule l'ordre mondial », *Le Monde diplomatique*, Août 2005, pp.1-8, article disponible sur le site : [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr).

## **DEUXIEME PARTIE : ressources énergétiques et armement, ciment de la coopération**

### **2.1- L'économie comme outil de rapprochement diplomatique**

#### **2.1-1. L'accroissement des échanges économiques**

*Certes, pour Pékin, les relations internationales doivent contribuer à assurer l'approvisionnement énergétique et à garantir la sécurité alimentaire. Mais l'économie s'inscrit aussi dans la vision plus vaste que la Chine a d'elle-même, dans la région et dans le monde. Elle fait partie de l'arsenal pacifique indispensable à toute reconnaissance sur la scène internationale et à la promotion d'un entourage stable, favorable au développement. La croissance assure la base du pacte social intérieur qui, bon an mal an, garantit en effet la pérennité du régime. De même, pour Moscou, il s'agit de reconquérir des positions perdues sur la scène internationale depuis la chute de l'URSS. De plus, puissance émergente trop longtemps négligée par le régime précédent, la Chine représente un voisin à ménager. Elle devrait donc occuper une place grandissante dans le commerce extérieur russe et la complémentarité des économies devrait favoriser l'accroissement des échanges.*

#### **L'accroissement de la coopération économique et commerciale entre la Russie et la Chine**

est devenu une base importante et un moteur pour le développement des relations bilatérales (cf. annexe 7). L'époque « des frères ennemis » semble révolue. En Asie centrale, la création de l'OCS (voir 1.1) témoigne également de leurs objectifs commerciaux communs.

Cependant, la reprise des relations diplomatiques n'est pas seulement guidée par les seuls objectifs d'approvisionner la Chine en matières premières et de relever l'industrie russe convalescente. En effet, la complémentarité réelle des deux pays sur le plan économique-militaire ne doit pas faire oublier, **l'importance de la volonté politique**, comme le montre l'obligation de la signature d'accords bilatéraux pour avaliser les différentes opérations économiques.

Selon des sources officielles<sup>22</sup>, le record dans l'histoire des échanges bilatéraux entre la Chine et la Russie est enregistré en 2004. La croissance annuelle est de 35 % et atteint le montant de 21,2 milliards de dollars. Les statistiques du premier trimestre 2005 confirment cette tendance à la croissance, équivalente à 5,4 milliards de dollars (soit de 23,1 % supérieure à la même période de 2004).

---

<sup>22</sup> Victor Voitenko, « La coopération commerciale et économique entre la Russie et la Chine : situation actuelle, problèmes et perspectives », rapport spécial, assemblée parlementaire de l'OTAN, novembre 2005, pp. 1-14, article disponible sur le site : <http://www.nato-pa.int>.

## **2.1-2 La coopération commerciale, une faiblesse prise en compte à haut niveau :**

*Contrairement à d'autres domaines de coopération (ressources énergétique et armement), la coopération commerciale est apparue aux yeux des dirigeants des deux pays comme un point faible. L'approfondissement de la coopération commerciale et économique russo-chinoise (y compris la coopération en matière d'énergie et d'investissements), apparaît aux yeux des autorités gouvernementales comme un facteur clé pour la poursuite du partenariat stratégique entre les deux pays. Elle requiert donc une action vigoureuse, pour densifier et diversifier davantage les liens formels qui se sont progressivement tissés*

Au cours des années quatre-vingt-dix, la coopération économique a été plutôt chaotique. En 1993, les échanges ont atteint un premier pic, avec 7,68 milliards de dollars. Ce montant s'est ensuite effondré durant les années 1994 et 1995, au terme desquelles il est tombé à 5 milliards de dollars. L'embellie de 1996 autorise Boris Eltsine et Jiang Zemin à avancer des objectifs ambitieux (20 milliards de dollars américains d'ici à l'an 2000). Mais la crise asiatique de 1997 et la crise financière russe de 1998 n'ont pas permis de reprise réelle. En 1999, les échanges n'ont atteint que 5,9 milliards de dollars. Il faut attendre le redressement de l'économie russe à partir de 1999 pour voir la situation s'améliorer sensiblement. En 2002, le montant du commerce bilatéral sino-russe est de 12 milliards de dollars. Les deux pays envisagent d'augmenter encore ce commerce bilatéral pour atteindre entre 60 et 80 milliards de dollars à l'horizon 2010<sup>23</sup>.

La Russie fait partie des dix premiers partenaires commerciaux de la Chine, mais la part russe dans le commerce extérieur chinois en 2004 ne représente que 1,84 %. Au cours des dernières années, la structure du commerce bilatéral (Cf. annexe 6) n'a pas évolué. Plus particulièrement, la part des produits de construction mécanique des exportations russes vers la Chine n'a pas augmenté. **Les livraisons russes sont toujours constituées, en grande partie, de matières premières.** En 2004, les quatre principaux groupes de marchandises - pétrole et produits pétroliers, métaux ferreux, bois, produits chimiques - représentent ensemble plus de 65 % de toutes les exportations russes. **La RPC continue à fournir essentiellement la Russie en produits de grande consommation et en produits alimentaires** (environ 80 %, des exportations chinoises vers la Russie). Il est à noter que les statistiques officielles ne prennent pas en compte les activités commerciales non officielles, exercées par les «navetteurs», dont le montant est évalué, suivant les sources, entre 5 et 10 milliards de dollars<sup>24</sup>.

---

<sup>23</sup> « Développement stable des relations sino-russes (synthèses), 30 juin 2005, article disponible sur le site : <http://www.french.xin huanet.com /french/2005-06/30>,

<sup>24</sup> Voitenko, art.cit.

Pour ce qui est des investissements, la situation n'est guère meilleure. Ils concernent surtout les investissements chinois en Russie et leur montant reste modéré. En 2004, le volume total des investissements directs chinois en Russie a dépassé 680 millions de dollars, contre 250 millions de dollars en 2000, soit environ 5% de tous les investissements étrangers<sup>25</sup>. La Chine a pour objectif d'augmenter cette part et d'investir dans l'économie russe 12 milliards de dollars d'ici 2020<sup>26</sup>. L'organisation de forums russo-chinois sur les investissements depuis 2004 a également permis le développement des investissements<sup>27</sup>. La seconde conférence sino-russe sur la promotion de l'investissement s'est ainsi tenue en juin 2005 à Saint-Pétersbourg. Les deux pays ont signé alors sept accords d'investissement pour un montant total de 1,5 milliards de dollars.

La mauvaise réputation qu'ont les produits de fabrication chinoise en Russie a certes été un obstacle difficile à surmonter pour la Chine, mais les exportations chinoises se portent mieux depuis que la crise financière russe de 1998 a rendu prohibitives les importations de produits de qualité en provenance d'autres pays. Afin de proposer aux consommateurs russes une plus grande variété de produits que celle offerte par les commerçants qui font la navette entre le nord-est de la Chine et la Russie, Pékin a ouvert deux grands magasins et un centre d'affaires à Moscou. Cette stratégie semble avoir porté ses fruits puisque les exportations chinoises de machines et d'appareils électriques ont augmenté de 73,2% en 2000 pour atteindre 234 millions de dollars<sup>28</sup>.

## **2.2- Les échanges énergétiques, un axe fondamental de la coopération sino-russe**

*La complémentarité des deux pays dans le secteur de l'énergie apparaît comme l'essence même de la coopération sino-russe. Au vu de leurs situations énergétiques respectives, la Chine et la Russie ont compris l'intérêt d'engager une coopération énergétique à long terme. En effet, d'un côté la Russie est un acteur majeur sur le marché des hydrocarbures : elle possède d'énormes ressources, dont l'exportation est essentielle pour son développement*

---

<sup>25</sup> Actuellement, la majeure partie des investissements chinois en cours est concentrée dans la partie extrême-orientale de la Russie, à savoir dans les régions de Khabarovsk et Primorsk. Parmi les entreprises russo-chinoises enregistrées dans ces régions, les plus nombreuses sont des entreprises commerciales. Il y a en Chine à peu près 1 400 entreprises russes dont l'investissement total se chiffre à quelque 720 millions de dollars. Environ 1 000 entreprises et sociétés chinoises se trouvent en Russie, dont 573 ont un capital total ne dépassant pas 13,3 millions de dollars et sont situées dans la région de Primorsk. Cf. Voitenko, art.cit.

<sup>26</sup> *Xinhua*, art.cit.

<sup>27</sup> Wishnick,, art.cit. ; Igor Rogachev, « The Russian-Chinese treaty of good-neighborliness, friendship and cooperation : The results of the first year », *Far Eastern Affairs*, Vol. 30, n° 3, 2002, pp. 1-11.

<sup>28</sup> Wishnick, ibid. ; *Xinhua*, 1er février 2000. Les fonctionnaires chinois continuent de déplorer les préjugés contre les produits chinois en Russie. Zhang Su, « Wu Yi rencontre des entrepreneurs russes et appelle à l'élimination des préjugés contre les produits chinois », *Beijing Zhongguo Xinwen She* (Beijing China Daily News), 25 avril 2002.

*économique. De l'autre côté, la Chine est obligée d'importer ses hydrocarbures depuis 1993, car ses ressources ne suffisent pas à satisfaire des besoins croissants induits par son formidable développement économique et sa forte démographie.*

### **2.2-1 La Russie, grand fournisseur de la Chine**

Après la chute de l'URSS, les industries pétrolières et gazières russes ont été confrontées à de sérieuses difficultés en raison de la chute des investissements, de l'obsolescence des équipements et d'un système fiscal qui rendait les coûts du pétrole et du gaz plus élevés que les cours du marché international. La vente de pétrole et de gaz à la Chine est donc devenue un moyen pour le gouvernement russe de renflouer budget et économie (un tiers des recettes budgétaires proviennent du secteur pétrolier).

**La Russie possède de gigantesques réserves de pétrole et de gaz naturel** qui la place dans les tous premiers pays producteurs mondiaux. En 2002, ses réserves prouvées de pétrole s'élèvent à 9,5 milliards de tonnes, soit environ 5% des réserves internationales, plaçant la Russie au 7<sup>ème</sup> rang mondial. Pour ce qui est du gaz naturel, avec 47 000 milliards de mètres cubes, elle se classe même au 1<sup>er</sup> rang mondial, avec 30% des réserves prouvées. C'est deux fois plus que l'Iran, qui est pourtant au 2<sup>ème</sup> rang des pays détenteurs de réserves de gaz naturel<sup>29</sup>. En 2002, la Russie est le **second producteur mondial de pétrole** (379,6 millions de tonnes) derrière l'Arabie saoudite et le **premier producteur mondial de gaz** (555 milliards de mètres cubes, dont un tiers est exporté).

En comparaison, la situation énergétique de la **Chine** semble complémentaire. Avec 22 % de la population mondiale et une forte croissance économique, ses besoins sont gigantesques. Depuis 2003, elle est devenue le **deuxième plus gros consommateur de pétrole au monde**, surpassant ainsi le Japon pour la première fois, avec plus de 232 millions de tonnes de pétrole consommés.<sup>30</sup> Si l'objectif de maintenir une croissance annuelle de 7,2% à l'horizon 2020 demeure, la demande énergétique augmentera proportionnellement d'au moins 200% durant la même période, pour atteindre le niveau de consommation actuelle des Etats-Unis (913 millions de tonnes en 2004)<sup>31</sup>. Les propres ressources de la Chine ne suffisent pas à couvrir ses besoins considérables. Elle doit donc importer. Depuis 1993, avec une augmentation moyenne des importations de pétrole de 34 % par an, la Chine est devenue également importateur net, pour

---

<sup>29</sup> Atlas économique et politique mondial 2005, *Le nouvel Observateur*, pp.182-183.

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> D'après la BP Statistical review 2004, la consommation de pétrole des Etats-Unis s'est élevée à 913 millions de tonnes.

atteindre 90 millions de tonnes en 2003. Et ce n'est là qu'un chiffre encore modeste en comparaison des années à venir ...

La part du gaz naturel dans la structure de la consommation totale d'énergie de la Chine est actuellement négligeable : 27,7 milliards de mètres cubes en 2004, soit 2 % (contre **75 % pour le charbon** et 20 % pour le pétrole). Cette part devrait cependant augmenter à hauteur de 80 milliards de mètres cubes à l'horizon 2010, en raison d'une demande intérieure de plus en plus importante, engendrée par le développement économique et sous l'impulsion du gouvernement central. Pour subvenir à une telle consommation, il projette d'augmenter la production nationale : 30,3 milliards de mètres cubes en 2001<sup>32</sup>. Le dixième plan quinquennal (2001-2005) a ainsi fixé comme objectif d'atteindre une production de 40 milliards de mètres cubes en 2005. Cet accroissement de la production ne permettra pas toutefois de combler les besoins. Le déficit atteindrait, selon les estimations officielles, 10 à 20 milliards de mètres cubes en 2005 et 30 à 50 milliards en 2010. Afin de le combler, le gouvernement central chinois a donc aussi décidé d'accroître les importations<sup>33</sup>.

## **2.2-2 Les accords sur les principales ressources énergétiques**

### **Le pétrole**

Les grandes compagnies russes du secteur de l'énergie ont rapidement compris les bénéfices qu'elles pourraient tirer des besoins gigantesques chinois. Dès le 25 février 1999, la firme russe Youkos achemine par voie ferroviaire 1,5 millions de tonnes de pétrole en Chine. 10 millions de tonnes au total ont été exportées jusqu'en 2005 par ce biais car il n'existe pas encore d'oléoduc entre les deux pays. Afin de faciliter le transport de ces volumes croissants, des **projets de pipe-lines** sont donc envisagés, mais ont buté jusqu'à présent sur de **nombreux obstacles** (Cf. annexe 8). Les autorités politiques des deux pays n'entendent pas laisser, en effet, le seul marché (c'est-à-dire les grands conglomérats pétroliers) réguler les transactions et interviennent pour valider, cautionner ou lancer des projets au niveau étatique.

Pendant le sommet de juillet 2001, la Russie et la Chine ont ainsi conclu un accord autorisant une étude de faisabilité pour un oléoduc (d'un coût de 1,7 milliard de dollars) reliant Angarsk, en Sibérie orientale, à Daqing, dans le Heilongjiang (nord-est de la Chine). En juin 2002, les

---

<sup>32</sup> Les principaux gisements de gaz chinois se situent dans la région autonome du Xinjiang, la province du Sichuan, aux frontières des provinces du Gansu, du Ningxia et du Shaanxi, et dans les mers de Chine orientale et méridionale. Les réserves prouvées sont encore faibles et ne représentent que 0,9 % du total mondial.

<sup>33</sup> Colin, op.cit. ; Maxim Potapov, « China's gas market and prospects for Russian-Chinese cooperation », Far Eastern Affairs, Vol. 30, n° 2, 2002, p. 84.

responsables de Youkos ont ensuite signé en présence de Vladimir Poutine, un accord préalable avec la China National Petroleum Corporation sur la construction de cet oléoduc de près de 2 500 kilomètres. Il aurait dû être construit dès 2005 et livrer à la Chine jusqu'à 20 millions de tonnes de pétrole par an durant la période 2005-2009<sup>34</sup>. Mais avant la conclusion de l'accord en juin 2003, une contre-proposition japonaise a été faite pour acheminer le pétrole jusqu'au port russe de Nakhodka d'où il serait transporté vers le Japon et la Corée du Sud. Aucune décision n'a été prise par le gouvernement russe quant à la route que prendrait cet oléoduc, mais il apparaît que le tracé proposé par les Japonaise devrait être favorisé<sup>35</sup>. Cette entorse à la coopération pétrolière ne doit pas cacher la convergence des intérêts respectifs. Le nouveau projet, élaboré par Youkos semble combiner les exigences des deux pays, avec un tronç central et deux branches, l'une vers Daqing, l'autre vers Nakhodka même si dates et modalités ne sont pas encore précisées.

Au début de 2003, la China Petroleum Corporation a de surcroît signé à Moscou un contrat stipulant que, de 2005 à 2030, la Russie livrerait à la Chine 700 millions de tonnes de pétrole (soit le tiers de la consommation chinoise en 2015) pour 150 milliards de dollars<sup>36</sup>. Dans le cadre de ce contrat, 30 millions de tonnes de brut devraient être livrées à la Chine en 2006 (selon la compagnie russe des chemins de fers)<sup>37</sup>. Au total, en 2004, la **Russie est le quatrième plus gros fournisseur de pétrole en Chine**, après l'Iran, l'Arabie saoudite et Oman. La part russe dans le volume total du pétrole importé par la Chine a augmenté pour atteindre 9,2 % en 2004 (contre 5,8 % en 2003)<sup>38</sup>.

### **Le gaz naturel**

Deux projets de construction de gazoducs sont en cours d'élaboration. Le premier relierait la Chine aux deux gisements russes de Chainadin et de Talakan, dans la région de Iakoutsk, alors que le second irait de la région de Tomsk, en Sibérie orientale, à la région autonome des Ouïgours du Xinjiang, dans l'ouest de la Chine. Enfin, des importations de gaz naturel liquéfié

---

<sup>34</sup> Wishnick, art.cit. ; John Lams, « China, Russia Plan Oil Pipeline », *Los Angeles Times*, 17 juillet 2001. Afin d'éviter de devenir trop dépendant de la Chine comme client principal et pour rendre le pétrole accessible à d'autres marchés, Boris Govorin, le gouverneur de la région (oblast) d'Irkustk, où se trouve Angarsk, avait aussi suggéré l'adoption d'un autre tracé qui éviterait la Chine et traverserait le territoire russe jusqu'à la Mer du Japon. Cf. « Saving Siberia's Oil from the Chinese », *Rossiia* (Russie), 4 juin 2002.

<sup>35</sup> Michel Meidan, « sécurité énergétique en Chine et diplomatie pétrolière », *Les cahiers de Mars*, « La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle », 1<sup>er</sup> trimestre 2005, n°183, pp. 48.

<sup>36</sup> Pierre M. Gallois, « Dynamisme chinois et dépendance pétrolière », *Les cahiers de Mars*, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, n°183, pp. 50.

<sup>37</sup> Façon, art.cit.

<sup>38</sup> Voitenko, art.cit.

en provenance de l'île russe de Sakhaline seraient en cours d'étude<sup>39</sup>. La coopération sino-russe en matière de gaz ne concerne pas seulement les constructions de gazoducs transfrontaliers. Certaines grandes firmes russes sont également intégrées dans des projets sur le sol chinois. C'est le cas de la société Gazprom, le monopole d'Etat gazier russe, qui s'est joint à un consortium dirigé par le groupe Royal Dutch (Shell) et qui participe notamment à l'élaboration d'un projet de développement d'un gisement de gaz (Kela 2) dans le bassin du Tarim, ainsi qu'à la construction d'un gazoduc géant (4 200 kilomètres de long) entre le Xinjiang et Shanghai. Sa participation dans ces projets est issue d'un accord passé entre le gouvernement chinois et son homologue russe le 18 juillet 2000<sup>40</sup>. Afin de mener à bien cette coopération, Gazprom a ouvert un bureau permanent à Pékin, le 26 décembre 2001, devenant ainsi l'établissement économique russe le plus important de la capitale<sup>41</sup>.

### **L'énergie nucléaire**

Après le pétrole et le gaz, l'énergie nucléaire est également un secteur stratégique où la coopération sino-russe tend à être de plus en plus dynamique. La coopération nucléaire entre les deux pays a été lancée en 1992 par la signature d'un accord intergouvernemental autorisant la construction d'une centrale nucléaire à Tianwan, dans la province du Jiangsu. La construction de cette centrale était primordiale pour la municipalité de Shanghai à qui elle devait fournir 14 milliards de kilowattheures par an. La livraison des premiers équipements nécessaires à cette construction a été effectuée par la Russie à la fin de l'année 2000<sup>42</sup>. Si le projet de la centrale de Tianwan constitue pour l'instant le principal dossier, la visite à Pékin (juillet 2002), du ministre de l'Energie Alexander Rumyantsev, accompagné d'une délégation d'experts nucléaires, laisse clairement présager la concrétisation d'autres projets à l'avenir<sup>43</sup>.

### **2.3- L'armement, l'autre grand pôle de coopération**

*L'industrie russe est devenue le principal fournisseur d'armes et de technologies militaires de l'armée chinoise (85 % des importations chinoises d'armement depuis le début des années 1990). Les grands contrats d'armement avec la Chine représentent de 40 à 50% des exportations russes d'armement sur l'ensemble de la période 1992-2004. Ils ont permis à de nombreuses entreprises russes de survivre à l'assèchement des commandes nationales pendant la décennie 1990. La coopération militaire sino-russe constitue de surcroît un des éléments d'affichage majeur à l'intention de l'opinion internationale. Outre le commerce des armes, elle inclut, en effet, la formation et les exercices conjoints.*

---

<sup>39</sup> Potapov, art.cit.

<sup>40</sup> Ibid.

<sup>41</sup> Wishnick, art.cit.

<sup>42</sup> Rogachev, art.cit.

<sup>43</sup> Colin, op.cit.

### **2.3-1 La Chine, nouvel eldorado pour l'industrie d'armement russe**

La **Chine** est récemment passée devant l'Inde en devenant le **premier acheteur d'armes russes**. En 2002, le montant de ces acquisitions ont atteint environ 3 milliards de dollars. Depuis 1992, la Chine a acheté pour plus de 16 milliards d'armes auprès de la Russie, principalement des avions de chasse, des missiles et des navires<sup>44</sup>. Selon le « think tank » Rand Corporation, les dépenses chinoises militaires se situeraient même actuellement entre 69 et 78 milliards de dollars<sup>45</sup> (Cf. annexe 9).

En Russie, la situation est à l'opposé. Comme dans le cas de l'énergie, l'effondrement de l'URSS a provoqué une forte crise dans le secteur de l'armement. Faute de commandes nationales. Par ailleurs, les ventes d'armes de Moscou aux pays en développement se sont effondrées, et la crise en Asie a anéanti tous les espoirs russes d'y conquérir de nouveaux marchés. Enfin, le gouvernement cherche à vendre ses stocks hérités de la période soviétique. Dans ces conditions, l'exportation semble être la meilleure solution pour enrayer la crise.

Suite à l'amélioration des relations sino-russes dans les années 1990, la Russie a commencé à vendre une gamme étendue d'armements à la Chine. Grâce aux exportations vers la Chine et l'Inde, la Russie occupait en 2000, 6% du marché des ventes d'armes dans le monde. L'année suivante, elle était le deuxième vendeur d'armes mondial après les Etats-Unis<sup>46</sup> ! En octobre 2000, **50% des exportations d'armes russes étaient destinées à la Chine**, mais deux mois plus tard, après que la Chine eut reçu livraison de 18 avions de combat (dix Su-30MK et huit Su-27UBK) et d'un destroyer, la proportion est passée à 70%.

Les contrats portent de fait sur des sommes considérables. Le dernier trimestre de 2005 a ainsi vu la signature de nouveaux contrats d'armement, qui confirment la réalité de la «coopération militaro-technique» (exportations d'armement et transferts de technologies militaires) comme un des points forts de la relation Moscou-Pékin : 100 moteurs AL-31FN pour le F-10 chinois (montant : 300 millions de dollars), 150 moteurs AL-31F (montant : plus de 580 millions de dollars), 100 moteurs RD-93 pour le FC-1 chinois (montant : probablement 270 millions de dollars), 34 avions de transport Il-76MD (montant : probablement plus d'1 milliard de dollars), 4 avions ravitailleurs Il-78 (montant : probablement 120 millions de dollars), 240 moteurs D-

---

<sup>44</sup> Wishnick, art. cit.

<sup>45</sup> Jérôme Pellistrandi,, "En bref...", Le Casoar, n°178, octobre 2005, p.14.

<sup>46</sup> Wishnick, ibid. ; Robert H. Donaldson, « The Arms Trade in Russian-Chinese Relations : How Firm a Foundation? » communication non publiée présentée à la Convention de l'Association des études internationales de 2001, 26-28 juillet 2001, pp. 14-15 ; « The Fifteen Major Spenders in 2001, 1998-2001 », article disponible sur le site : [www.sipri.org](http://www.sipri.org)

30KP-2 (pour les 38 avions vendus en 2005 ; montant : 300 millions de dollars)<sup>47</sup>. L'armée populaire chinoise entend ainsi renforcer sa flotte d'avions-cargos pour développer sa seconde division aéroportée. L'acquisition des IL-76 ne permettra pas cependant la création des trois ou quatre divisions aéroportées prévues par le plan quinquennal 2001-2005. Pékin pourrait donc acquérir d'autres appareils prochainement<sup>48</sup>.

**Les exportations vers la RPC** ont non seulement procuré des **revenus à l'économie russe**, mais elles ont aussi contribué à **apaiser les tensions** frontalières avec le gouvernement régional de Khabarovsk<sup>49</sup>. Des usines entières sont en effet maintenues ouvertes dans les régions les plus pauvres de l'Extrême-Orient russe afin d'honorer les contrats conclus avec la Chine. L'usine aéronautique de Komsomolsk-na-Amure à Khabarovsk, par exemple, est le premier fournisseur d'avions de combat à la Chine.

La **position de dépendance technologique de la Chine vis-vis de la Russie** pour ses achats d'armements a été un facteur non négligeable dans la décision du gouvernement chinois d'établir une base de relations durables avec la Russie par un traité d'amitié<sup>50</sup>. Les armes russes vendues à la Chine ne sont en effet que des versions modernisées de la technologie des années 1980, lesquelles seront obsolètes d'ici dix à douze ans, assurant Moscou de maintenir un avantage technologique sur son principal client<sup>51</sup>. Au début, la Russie vendait plus d'armes à l'Inde qu'à la Chine mais, en 1999, l'Armée chinoise a finalement réussi à acheter les avions Su-30MKK que la Russie s'était engagée à vendre à l'Inde deux ans plus tôt. En revanche, la Russie a refusé de vendre à la Chine des systèmes plus avancés tels que les Tu-22M Backfire, des bombardiers supersoniques à longue portée, et des avions de combat Su-35. De plus, bien que la Chine ait acquis les licences pour la production de quelques appareils, tels que les SU-27, maintenant fabriqués à Shenyang, elle a toujours besoin également de pièces détachées et

---

<sup>47</sup> Données du Centre d'Analyse sur les Stratégies et les Technologies (CAST) de Moscou, décembre 2005.

<sup>48</sup> Aude le Calvé et Emmanuel Derville, « industrie et technologie », Armées d'aujourd'hui, n°304, octobre 2005.

<sup>49</sup> Les autorités de Khabarovsk se sont opposées aux efforts entrepris par Poutine pour privatiser cette usine aéronautique et transférer le contrat chinois à une filiale basée à Moscou. Cf. Wishnick, art.cit. ; Mikhail Kosyrev and Aleksei Nikolsky, « Les clients chinois ne reconnaissent pas leurs partenaires », *Vedomosti* (Bulletins), 19 mars 2002.

<sup>50</sup> Wishnick, ibid. ; John Pomfret, « China Signs \$2 Billion Deal to Buy Russian Fighter Jets », *Washington Post*, 20 juillet 2001.

<sup>51</sup> Wishnick, ibid. ; Interview d'Aleksandr Golts, observateur militaire au *Yezhenedelnyi Zhurnal* (Journal quotidien), in Ekho Moskv (L'Echo de Moscou), 31 mai 2002.

du soutien technique russes pour tous ses Su-27 et Su-30 lors de leur révision après environ 800 heures de vol<sup>52</sup>.

### **2.3-2 La coopération militaire, une démonstration de puissance pour le monde**

Dès octobre 1999, les deux pays ont décidé d'accroître leur coopération dans le secteur de la marine en développant les ventes d'armes, les transferts de technologies, les exercices conjoints et la formation du personnel chinois dans les académies militaires russes. Cette décision succède à un exercice conjoint, au large de Shanghai<sup>53</sup> (le premier depuis 1949) entre la flotte russe du Pacifique et la flotte chinoise de la mer de Chine de l'Est en août 2002. Par la suite, les forces armées terrestres des deux pays ont effectué un exercice conjoint en Mongolie intérieure, le long de leur frontière commune<sup>54</sup>. Plus récemment, en août 2005, les deux armées ont procédé à des manœuvres, mobilisant près de 9000 hommes. Blocus maritime avec des avions de chasse et destroyers équipés de missiles, débarquement et évacuation de populations, mettant en scène les bombardiers russes stratégiques TU-95 MS et TU-22M3 et les avions chinois, telle était la phase la plus spectaculaire de cet exercice dit « **Mission de paix 2005** ». Le scénario : intervenir sous mandat des Nations Unies dans un pays tiers en proie à un conflit ethnique et victime d'attaques terroristes.<sup>55</sup> . Ces **exercices de grande envergure** (trop grande pour évoquer uniquement une opération contre-terroriste) peuvent apparaître à bien des égards comme destinés à faire la démonstration du sérieux de la puissance militaire des deux pays dans la zone Asie Pacifique, voire à constituer un signal direct à Taiwan.<sup>56</sup>

Concrètement, les relations sino-russes s'articulent donc très fortement autour des échanges énergétiques et militaires. Ces derniers constituent un des aspects les plus tangibles de la coopération entre les deux pays, avec la démilitarisation des frontières communes. Ces échanges reflètent cependant les ambiguïtés et les arrière-pensées stratégiques qui caractérisent globalement les relations bilatérales. Ces non-dits apparaissent de manière encore plus

---

<sup>52</sup> Wishnick, art.cit. La Chine a besoin de pièces détachées russes pour la fabrication du SU-27 prévue dans un accord de coproduction. Par ailleurs, tous les SU-27s et les SU-30s doivent subir une inspection en Russie au bout de 800 heures de vol.

<sup>53</sup> Colin, op.cit. ; Comparative Connections, octobre-décembre 1999.

<sup>54</sup> Colin, ibid. ; Comparative Connections, juillet-septembre 2002.

<sup>55</sup> « Forces en action, instantanés », Armées d'aujourd'hui, n°303, septembre 2005

<sup>56</sup> Facon, art.cit. Pour une analyse détaillée des exercices « Mission de paix », voir, entre autres, Mikhail Lukin, « Peace Mission 2005: A 1970s Template for Sino-Russian 'Peacekeeping' », *Moscow Defense Brief*, n° 2, 2005 (<http://mdb.cast.ru/>); et Marcel de Haas, « Russian- Chinese Military Exercises and Their Wider Perspective: Power Play in Central Asia », *Russian Series*, Conflict Studies Research Centre, 05/51, octobre 2005.

flagrante à travers les politiques tant régionales que mondiales, menées par les deux pays. En dépit de tendances positives de leur coopération, la Russie et la Chine sont-elles en effet des partenaires commerciaux privilégiés, avec des complémentarités économiques qui offrent la perspective de bénéfices réciproques durables ou des adversaires naturels réunis momentanément autour d'intérêts de circonstance ?

## **TROISIEME PARTIE : Les ambiguïtés du partenariat sino-russe**

### **3.1- Des tensions permanentes**

#### **3.1.1- Les échanges économiques régionaux, premiers révélateurs des nouvelles formes de tensions entre les deux pays**

*Les liens économiques régionaux semblent constituer l'élément le plus dynamique des relations sino-russes. Pourtant, leur expansion rapide a entraîné des tensions locales entre Russes et Chinois, que les autorités politiques centrales ont beaucoup de difficulté à juguler. Les problèmes liés au commerce «informel» constituent le point de discorde le plus épineux dans les relations commerciales bilatérales.*

Après l'effondrement de l'Union Soviétique, les approvisionnements des régions de l'Extrême Orient russe, en nourriture et en produits de consommation, depuis la Russie occidentale, ont été coupés, notamment en raison de l'interruption des liens économiques et de la hausse des coûts de transport. Ne pouvant plus compter sur un soutien fédéral, les dirigeants régionaux se sont tournés vers la Chine pour s'approvisionner en produits de première nécessité et attendaient beaucoup des investissements chinois dans l'économie de leur région. Ils ont concentré leurs efforts sur l'expansion du commerce avec la Chine et sur la mise en place de joint-ventures. En fait, les joint-ventures chinoises sont le plus souvent créées pour des transactions uniques ou dans le secteur des services (surtout la restauration). De plus, une grande partie du commerce avec la Chine pendant cette période se limite à du commerce de troc effectué par des commerçants qui font la navette entre la Russie et les provinces du nord-est de la Chine. En 1993, le commerce entre les régions frontalières des deux pays représente même les deux tiers de la balance commerciale sino-russe<sup>57</sup>.

Les dirigeants locaux, et l'opinion en général, se sont vite inquiétés des effets d'une trop grande dépendance vis-à-vis des produits chinois qui, à leurs yeux, pouvait faciliter le contrôle

---

<sup>57</sup> Wishnick, art. cit.

économique par la Chine des régions périphériques et déjà affaiblies de la Russie. Malgré les aspects positifs de cette expansion économique locale, l'existence des liens transfrontaliers, pour la plupart non réglementés, constitue **une menace pour l'équilibre régional**. Selon les différentes estimations, la part réelle de ce **commerce informel** dans le chiffre d'affaires global varie entre 30 et 70 %. Son développement officiel est freiné par son caractère illégal et l'absence d'accords intergouvernementaux sur le statut des devises nationales servant de monnaie courante dans les transactions transfrontalières. Les commerçants chinois évitent systématiquement de payer les impôts requis et se livrent donc à de la contrebande aux yeux des autorités russes. Les profits de la vente de marchandises permettent aux Chinois d'importer du bois, des métaux et d'autres matières premières, depuis la Russie, ou bien de les convertir en dollars introduits par la suite illégalement en Chine<sup>58</sup>. La peur « d'une invasion chinoise » a également engendré un **fort sentiment antichinois**, exploité par les hommes politiques locaux. Ainsi, au moment où Moscou commence à s'intéresser à l'amélioration de ses relations avec la Chine, les dirigeants régionaux de la Russie extrême-orientale défendent **la nécessité d'une nouvelle réglementation** visant à limiter l'ouverture de la région à la coopération économique avec ses voisins asiatiques en général, et à contrôler les relations régionales sino-russes en particulier. Des restrictions sont imposées sur l'utilisation de main-d'œuvre étrangère sous contrat en Russie et les autorités locales dans les régions frontalières russes organisent des contrôles de police dans les marchés et des inspections dans les sociétés pour y débusquer les immigrants chinois illégaux. Les tensions sont d'autant plus vives que les régions sont pauvres et traditionnellement délaissées par les gouvernements centraux. Malgré la délimitation récente des frontières, les Russes suspectent toujours Pékin de vouloir **reconquérir les terres perdues** par la Chine, en Extrême-Orient, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, soit militairement, soit surtout par le biais d'une **expansion « rampante », exploitant le lourd déséquilibre démographique** de part et d'autre de la frontière (Cf. annexe 10).

Ces initiatives régionales, enfin, sont relayées par le gouvernement central à travers le vote de plusieurs **lois visant à la fois à développer l'Extrême-Orient russe**, mais aussi **renforcer le contrôle sur les flux de population**. Par respect des sensibilités russes, la Chine aurait d'ailleurs abandonné sa demande d'ouverture totale du marché russe à la main-d'œuvre et aux prestataires de services chinois dans le cadre de l'accession de la Russie à l'Organisation

---

<sup>58</sup> Voitenko, art.cit,

Mondiale du Commerce (OMC)<sup>59</sup>. Malgré des mesures concrètes prises en 2004 afin de résoudre les conflits engendrés par le commerce «informel», la menace d'apparition de nouvelles tensions dans ce domaine perdure, notamment avec les fréquentes saisies de produits chinois illégalement introduits sur le territoire russe.

### **3.1.2- Sur le plan énergétique, des tergiversations et des revirements qui traduisent des réticences politiques sous-jacentes**

*La coopération sino-russe en matière d'énergie est réelle mais le nombre de projets n'est pas aussi important que le potentiel énergétique russe le laisse envisager. Les différentes tergiversations, notamment sur les tracés des oléoducs et des gazoducs, sont également révélatrices des enjeux stratégiques qui sous-tendent les échanges.*

Les revirements du Kremlin quant à ses options stratégiques en matière d'hydrocarbure vers l'Asie semblent traduire **une volonté de la Russie de relativiser la place du voisin chinois dans les dynamiques régionales, mais aussi d'éviter de s'exposer à la dépendance et au chantage éventuel d'une Chine devenue client exclusif.**

En juin 1997, par exemple, la Russie et la Chine signent un accord pour l'exploitation de gisements de gaz naturel près de Irkoutsk, en Sibérie orientale. Malgré cette signature, la Corporation Nationale Chinoise du Pétrole exprime son désaccord sur le tracé proposé par les Russes. Ces derniers souhaitent construire un gazoduc direct de Irkoutsk à Pékin en passant par la Mongolie, alors que les Chinois lui préfèrent un tracé plus national par Daqing, (province du Heilongjiang), en évitant la Mongolie<sup>60</sup> (Cf. annexe 7) . Les études de faisabilité sont en cours de réalisation, mais ces tergiversations ont considérablement retardé le projet et les actionnaires russes ont même proposé de rediriger le gazoduc vers la ville russe de Nakhodka, grand port sur la mer du Japon, dans l'intention de contourner entièrement la Chine et de diversifier ses exportations vers un marché plus vaste, celui de l'Asie Pacifique.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'un accord sino-russe n'aboutit pas après de longues négociations. Ainsi, après trois ans de pourparlers, les représentants chinois ont refusé un projet de plusieurs milliards de dollars proposé par les Systèmes Energétiques Unifiés Russes. Ce projet consistait à construire un réseau électrique permettant de fournir de l'électricité au nord de la Chine. Lors d'une visite à Moscou, en septembre 2000, Li Peng, le président du

---

<sup>59</sup> Wishnick, art.cit. ; « La Chine adopte une position plus souple sur l'accession de la Russie à l'OMC », *Vedomosti* (Bulletins), 10 juin 2002

<sup>60</sup> Wishnick, ibid. ; Igor Sergeev, « Sammit reshita sud'bu "neftianogo mosta" » (Le sommet résoudra la question de l'avenir du pont pétrolier), *Ekspert* (Expert), n° 27, 17 juillet 2000, pp. 10, 19.

Comité permanent de l'Assemblée Populaire Nationale, a expliqué la décision chinoise en invoquant une demande insuffisante en énergie dans le nord de la Chine !

Enfin, la coopération sino-russe en matière d'énergie a également été rendue plus difficile par la crise financière asiatique à la fin des années 90. En effet, celle-ci a provoqué une diminution de la demande en énergie en Asie et une **plus grande réticence des Etats asiatiques à investir dans des projets énergétiques coûteux**. Il faut également ajouter que les experts russes ont tendance à surestimer la capacité actuelle de la Chine à absorber le gaz naturel de Sibérie orientale, de même que son intérêt à le faire, puisque le pouvoir chinois semble accorder la priorité au développement de ses propres ressources en gaz naturel<sup>61</sup>.

### **3.1.3- Les achats massifs d'armement par la Chine : source de revenus et de méfiance pour la Russie**

Après un « âge d'or » pour les ventes d'armes russes dans les années quatre-vingt dix, des tensions dans la coopération militaro-technique sont apparues. **Les Chinois** intensifient les **pressions** sur leur fournisseur, appelant à **une évolution qualitative des matériels acquis**. Le développement des forces armées a toujours été un axe central pour le gouvernement chinois. Depuis la fin de la Guerre Froide, elle accorde une attention toute particulière au développement de ses forces navales et aériennes (Cf. annexe 11). Stratégiquement, cette modernisation a pour objectif **de permettre à son armée de combattre dans toutes les formes de conflits modernes et d'atteindre les périphéries maritimes qu'elle revendique** (cf. annexe 10) parmi lesquelles Taiwan, toujours perçue comme une source de confrontation potentielle avec les Etats-Unis. Le maintien d'un taux de croissance annuel de 8-10 % (comme c'est le cas depuis le lancement des réformes économiques en 1978), se traduira probablement par **un bond prodigieux en termes de capacités militaires**.

Beaucoup de décideurs et d'analystes russes sont de plus en plus inquiets de la vitesse à laquelle la Chine comble son décalage stratégique. Ils considèrent que **la puissance globale de la Chine – politique, militaire et économique – dépasse désormais celle de la Russie**. Ils s'inquiètent des effets à long terme d'un armement de la Chine, notamment sur les régions extrême-orientales de la Russie qui sont de moins en moins peuplées et de plus en plus

---

<sup>61</sup> Wishnick, art.cit. ; la totalité des réserves prouvées de gaz naturel de la Chine sont estimées à 10 trillions de mètres cubes. Cf. Vladimir Ivanov, « Russian Natural Gas and Northeast Asia : Prospects for Russia-Japan-China Partnership », *ERINA Report*, vol. 43, décembre 2001, pp. 7, 12.

vulnérables<sup>62</sup>. Ils pointent ainsi du doigt le déséquilibre inquiétant des forces conventionnelles : d'un côté, une modernisation continue et rapide de la grande armée chinoise dont les capacités sont significativement renforcées par l'acquisition de matériel et de technologie militaires russes de pointe ; de l'autre, des forces armées russes, déstabilisées, mal équipées et inégalement efficaces. La supériorité russe écrasante, en matière d'armes nucléaires, semble de peu de poids dans la mesure où leur utilisation est désormais difficilement concevable. C'est pourquoi les dirigeants russes souhaitent parvenir à un équilibre entre les ventes d'armes et les autres formes de coopération économique, et s'efforcent d'élargir le choix des produits russes que la Chine pourrait acheter en dehors des armes.

Pour autant, plusieurs facteurs rendent **improbable le lancement par Pékin d'une action agressive contre la Russie dans un avenir proche** : le retard persistant d'une grande partie de l'armée chinoise, la délimitation définitive de la quasi-totalité de la frontière sino-russe, les mesures de confiance dans le cadre de l'organisation de coopération de Shanghai et la similitude de vues des deux pays sur plusieurs dossiers internationaux de politique et de sécurité.

### **3.2- Amies ou rivales ?**

#### **3.2-1. Le partenariat dans la tourmente engendrée par les événements du 11 septembre**

*Les conséquences stratégiques, pour la Chine du déploiement de troupes américaines en Asie centrale ont été l'objet de débats largement contradictoires depuis 2002. Pour certains, « le Forum de Shanghai et, par extension, la Chine [ont été] les principales victimes du nouvel ordre sécuritaire consécutif au 11 septembre<sup>63</sup> ». Pour d'autres au contraire, ce sont les Russes – et non les Chinois - qui auraient été relégués au rang de simple spectateur régional<sup>64</sup>. En tout état de cause, ces débats mettent en évidence le rôle particulièrement perturbateur des Etats-Unis dans les relations sino-russes. Malgré l'opposition affichée à l'hégémonie américaine, Moscou et Pékin demeurent très soucieuses d'entretenir des relations bilatérales avec Washington.*

#### **La Chine tributaire des aléas de la diplomatie russe**

L'empressement avec lequel Poutine s'est engagé aux côtés des Etats-Unis après le 11 septembre semble donner lieu à un réalignement stratégique, qui se traduit par **un**

---

<sup>62</sup> Wishnick, art.cit. ; « Militaires et diplomates russes expriment leur inquiétude sur le “problème chinois” » *Izvestiya* (News), 31 mai, 2002 ; Alexander Sharavin, « Tret'ya ugroza » (La troisième menace), *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie* (L'observateur militaire indépendant), n° 28, 28 septembre 2001.

<sup>63</sup> Eugène Rumer, “Flashman’s Revenge? Central Asia Afetr September 11 », “Strategic Forum, December 2002, n°195, p.2.

<sup>64</sup> Olivier Roy, « Islamic Ferments and state Response in Central Asia : Is there a Chines Card? », p.156, in François Godement (éd.), *China and its western frontier*, Paris, Ifri, 2002, 185P

**renforcement des relations entre les Etats-Unis et la Russie ainsi qu'une dévalorisation apparente du partenariat sino-russe.** La première consultation russo-américaine sur l'Asie centrale, tenue le 19 octobre 2001, ouvre une nouvelle ère de coopération entre Moscou et Washington. De fait, La Fédération de Russie ne s'est pas opposée au déploiement de troupes américaines dans la région. Les présidents russe et américain ont ensuite signé, le 13 novembre 2001, une déclaration conjointe, appelant à la création d'un nouveau cadre stratégique entre les deux pays, ainsi qu'au **renforcement des liens entre la Russie et l'OTAN**. Le 24 mai 2002, ils ont même proclamé avoir des « intérêts communs » en Asie centrale et « rejeter le modèle de rivalité entre grande puissances dans la région » ! La Chine a pu ainsi apparaître un temps tributaire des orientations stratégiques de la diplomatie russe, elle qui avait tiré profit sur la scène internationale, de l'effondrement de l'URSS.

Actuellement, la volonté russe de ne pas heurter Washington demeure. Elle explique en partie la retenue relative des autorités russes en matière de ventes d'armes à la RPC. De même, alors que la Chine souhaitait que l'exercice de l'été 2005 soit mené à proximité de Taiwan (province maritime du Zhejiang), les officiels russes, jugeant l'initiative trop provocatrice, ont obtenu que il se déroule plus au nord (province de Shandong)<sup>65</sup>. La contribution modeste de la Russie en terme de mise à disposition de forces (1 800 hommes sur les quelque 10 000 impliqués dans la manœuvre) s'inscrirait dans cette même logique.

### **Les stratégies de contre-pouvoir de la part de Pékin**

Les bouleversements politiques mondiaux, induits par le 11 septembre, ont également poussé les experts chinois à réévaluer leur stratégie en matière de sécurité. Les dirigeants chinois ont en effet vite compris que la situation géopolitique de leur pays s'était en fait dégradée en raison de la guerre contre le terrorisme. La prise de conscience a été d'autant plus aigüe qu'ils étaient persuadés qu'après les attaques du 11 septembre, les Etats-Unis seraient plutôt enjoints d'abandonner leur attitude unilatéraliste dans le monde pour favoriser la coopération avec l'ONU et la diplomatie multilatérale. Tout aussi offensifs, les Chinois conduisent désormais **des stratégies de contre-pouvoir, fondées sur la coopération multilatérale**, afin de mieux enrayer la baisse de leur influence et **contrer la pression américaine grandissante**, à proximité même de leurs frontières, notamment en Asie centrale.

---

<sup>65</sup> Facon, art.cit. ; *Kommersant*, 17 mars 2005 ; « China and Russia: Brothers in Arms ? », *Japan Times*, 25 août 2005.

La Chine a pris ainsi des mesures pour sortir de son isolement. En dépit de tensions persistantes sur les questions frontalières, elle tente de se rapprocher de l'Inde et de participer au règlement du contentieux indo-pakistanaï, qui fournit aux Etats-Unis un prétexte supplémentaire pour s'immiscer dans la région.

La Chine travaille enfin au renforcement de l'OCS. Les six Etats membres de l'OCS ont renforcé leur coopération en dotant l'organisation d'une nouvelle charte et de nouvelles institutions (création d'un secrétariat à Pékin le 07 juin 2002,). Dans un effort visant à présenter l'OCS comme une alternative crédible aux autres organisations de sécurité comme l'OTAN, la Chine a réalisé ses premiers exercices militaires avec les Républiques d'Asie centrale en 2002.

### **3.2.2- Une rivalité régionale à peine voilée**

*En dépit de certains points de convergence entre Moscou et Pékin sur de grandes questions internationales, les antagonismes des deux pays se sont accentués en raison d'ambitions régionales rivales. D'un côté, la Chine développe une politique diplomatique active afin de s'imposer dans ses périphéries et de créer ainsi une zone d'influence stabilisée, favorable à sa croissance économique. D'un autre côté, on assiste au retour de la Russie dans la zone Pacifique, ainsi qu'à une reprise de l'initiative en Asie centrale, après avoir été malmenée par les actions américaines.*

#### **Le contexte régional de rivalité**

Pour **Pékin**, « les critères de puissance demeurent essentiellement ceux de la puissance militaire, de la capacité d'un Etat à **exercer sa volonté ou son influence dans le sens de ses intérêts exclusifs** tels que définis par le régime en place<sup>66</sup> ». Aujourd'hui, ces critères se trouvent « d'autant plus au cœur de la stratégie extérieure de Pékin que la politique d'ouverture économique a entraîné une dépendance accrue vis-à-vis des marchés et des investissements extérieurs<sup>67</sup> ». « **Pour imposer sa suprématie, la Chine, (...) ne peut en effet accepter aucun [rival]** dans la mesure où la montée en puissance d'un « adversaire » est immédiatement perçue par les autorités chinoises comme un affaiblissement de leur capacités d'action ». Les tensions qui resurgissent aujourd'hui avec la Russie de Vladimir Poutine, notamment sur les questions énergétiques, témoignent ainsi de l'inquiétude de Pékin devant le possible retour de la puissance russe en Extrême-Orient.

Dans un même temps, la Russie considère avec méfiance les accords énergétiques que la Chine passe avec les pays d'Asie centrale : construction d'oléoduc entre le Kazakhstan et la Chine,

---

<sup>66</sup> Valérie Niquet, « La Chine et la puissance », *Les Cahiers de Mars*, n°183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005

<sup>67</sup> Ibid.

investissements chinois dans le secteur des hydrocarbures des républiques d'Asie centrale (Cf. annexe 12). En outre, elle soupçonne l'OCS, qui consacre une part de plus en plus grande de son activité aux dossiers économiques, de servir de plate-forme à Pékin pour la promotion de son influence dans ces républiques, déjà inondées de produits chinois.

### **La question Coréenne**

Le partenariat sino-russe n'a pas incité la Chine à demander l'intégration de la Russie dans les négociations entre puissances sur les réponses à apporter aux menées du dictateur nord coréen Kim Jong-il. **Les dirigeants chinois ont préféré maintenir leur position de principal interlocuteur avec Pyongyang.** A l'opposé, Poutine s'est engagée dans une diplomatie bilatérale à forte visibilité avec les autorités nord-coréennes et a tenté de faire de la Russie le médiateur clé dans les relations entre les deux Corée. Par ailleurs, **les points de vue chinois et russe sur la question coréenne sont loin d'être identiques.** Alors que le *statu quo* dans la péninsule offre à la Chine une plus grande marge de manœuvre qu'une Corée unifiée (surtout si celle-ci était d'orientation pro-américaine), la Russie s'est montrée totalement favorable à l'unification<sup>68</sup>. En outre, la Chine et la Russie apparaissent comme des concurrents dans la péninsule coréenne, notamment en ce qui concerne les projets de coopération économique régionale (construction d'une ligne de chemin de fer reliant la Corée du sud à celle du nord)<sup>69</sup>.

### **La question japonaise**

**Le développement des relations russo-japonaises aggrave encore la suspicion des Chinois vis-à-vis des intentions russes.** En effet, malgré les rapports sino-japonais très conflictuels, la Russie, depuis la fin des années 1990, n'a cessé de développer ses relations avec le Japon. Ce rapprochement récent s'est fondé sur l'amélioration des relations économiques, malgré l'impasse sur les questions territoriales du sud des Iles Kouriles. Parallèlement au développement régulier des programmes d'échanges militaire, le volume du commerce russo-japonais a également sensiblement augmenté pour atteindre 10 milliards de dollars.<sup>70</sup>

A l'opposé, en dépit d'une solide coopération sur le plan économique, Chine et Japon restent fondamentalement divisés sur des questions de nature historique et territoriale. Ces dernières

---

<sup>68</sup> Wishnick, art.cit. ; Vadim Tkachenko, « Russian-Korean Cooperation to Maintain the Peace on the Korean Peninsula », *Far Eastern Affairs*, n° 3, 1999, p. 45.

<sup>69</sup> Wishnick, *ibid.* ; Seung-Ho Joo, « Russia and Korea : The Summit and After », communication non publiée présentée à la Convention annuelle de l'Association des études internationales, Chicago, 20-24 février 2001, p. 21.

<sup>70</sup> Wishnick, *ibid.* ; Igor Korotchenko, « Marshal Sergeev kak Diplomat » (Le maréchal Sergeev en tant que diplomate), *Nezavisimaya Gazeta* (Journal indépendant), 5 décembre 2000.

années, les dirigeants chinois se sont montrés de plus en plus inquiets face à la montée de courants nationalistes au Japon qui poussent le pays à dépasser ses capacités d'autodéfense pour devenir peut-être une puissance nucléaire. Ils sont également préoccupés par la coopération toujours plus forte entre le Japon et les Etats-Unis en matière de sécurité, un rapprochement qui peut potentiellement aboutir à l'adoption d'un système régional de défense anti-missile couvrant Taiwan. Cette politique extérieure japonaise très offensive a contribué à freiner sensiblement l'expansion de l'influence de la Chine dans la région.

### **L'Asie centrale**

Jiang Zemin entame des négociations bilatérales avec les Etats d'Asie centrale dès mai 2002 et utilise alors ces négociations pour transmettre le message selon lequel **la sécurité en Asie centrale devait être décidée par les Asiatiques**. Cette **politique très offensive** cache à peine les **visées énergétiques de la Chine qui souhaite à la fois diversifier ses sources d'approvisionnement et se désenclaver**.

En dépit des déséquilibres géopolitiques provoqués en Asie centrale par les événements consécutifs au 11 septembre, la Chine parvient ainsi à se ménager un statut de puissance dans la région. Si son influence dans la zone est encore sans commune mesure avec celle que la Russie et les Etats-Unis exercent dans le domaine de la sécurité, elle tend cependant à croître sous l'effet conjugué de différents acquis : exploitation des contiguïtés frontalières, pénétration économique croissante, utilisation de l'OCS comme vecteur de puissance.

Compte tenu des liens historiques entre la Russie et l'Asie centrale, les initiatives de la Chine sont autant de sources de conflits avec Moscou et laissent augurer à moyen terme une nouvelle phase du « Grand Jeu ».

### **3.3- Une méfiance réciproque qui transforme le partenariat en outil de neutralisation**

*Les organes de coopération sino-russes témoignent de la volonté de rapprochement des ennemis d'hier. Ces forums sont autant d'espaces de dialogue et de négociation qui favorisent non seulement le commerce, mais aussi la meilleure connaissance de l'autre. La pacification des relations n'a pas effacé pour autant les luttes d'influence, comme en témoigne le climat de suspicion permanent. Ainsi, ce qui aurait pu être un instrument de paix, favorable à la constitution d'un nouveau « bloc » asiatique, s'avère en fait être un instrument de neutralisation mutuel..*

Il existe une méfiance sous-jacente réciproque qui entrave l'approfondissement de toutes relations. Cette méfiance puise sa source dans la combinaison complexe de plusieurs phénomènes parfois teintés d'irrationalité : la crainte russe ancestrale de « l'invasion

mongole», le dédain culturel ou civilisationnel réciproque persistant et enfin le souvenir des événements sombres de leur histoire commune.

Les principes qui guident les deux politiques étrangères avivent cette méfiance séculaire réciproque. La stratégie de puissance du régime chinois est ainsi essentiellement fondée « sur une capacité de nuisance visant (...) à l'exclusion de toute puissance extérieure de [sa] zone d'influence « naturelle », selon une interprétation élargie du principe de non-ingérence ». <sup>71</sup>.

En effet, « l'un des principaux objectifs de la république populaire de Chine à l'horizon 2030 sera (...) de **contrer l'émergence de pôles nouveaux (...), mais également la réémergence d'un véritable pôle russe qui pourrait à nouveau constituer une force d'équilibre dans la région.**» <sup>72</sup>. Cette **attitude impérialiste** à peine voilée montre **les limites de la conception chinoise de la multipolarité**. De même, **la fluctuation permanente de la politique étrangère russe constitue un handicap pour la mise en œuvre d'une stratégie cohérente à l'égard de la Chine**. En effet, cette diplomatie se trouve souvent otage de considérations politiques et économiques intérieures, à court terme. L'interférence de difficultés spécifiques russes (luttres entre la présidence et les oligarques) dans l'application des orientations diplomatiques générales (multipolarité, « partenariat stratégique », etc...) aboutissent à une politique extérieure contradictoire et confuse, illustrée notamment par l'arrêt actuel du projet d'oléoduc à travers la Sibérie orientale. Une politique stable et cohérente à l'égard de la Chine reste improbable tant que la Russie continue à considérer les bonnes relations avec Pékin, « davantage comme un moyen que comme une fin en soi ». <sup>73</sup>

Les nombreux points de blocage démontrent ainsi que les arrières pensées géopolitiques ne sont jamais absentes des différents projets bilatéraux, notamment **au sein de l'OCS, où chacun essaie de jouer le rôle de leader**. Malgré l'expansion des liens économiques, ciment de la coopération, il apparaît que les décideurs à Moscou comme à Pékin continuent de raisonner essentiellement en terme de perception de menace et de confrontation de puissance.

**Ces inquiétudes sont beaucoup plus vives à Moscou**. Elles motivent les tentatives de l'administration Poutine de faire revivre le **principe de diversité stratégique** à l'échelle régionale, à travers, notamment, les rapports triangulaires entre la Russie, la Chine et le Japon. La proposition russe de renégocier la délicate question du sud des Kouriles (territoires du Nord) s'inscrit dans la même logique. Elle traduit non seulement une volonté d'améliorer les

---

<sup>71</sup> Niquet, art.cit.

<sup>72</sup> Ibid.

relations avec le Japon, mais aussi de conférer une plus grande flexibilité stratégique à la Russie dans la région Asie Pacifique. Le raisonnement plus profond qui sous-tend ces rapports triangulaires est **de préserver le statu quo stratégique dans le Nord-est de l'Asie**.

De la même manière que les décideurs russes s'opposent à une hégémonie globale des Etats-Unis, ils entendent **éviter l'émergence d'une puissance dominante en Asie orientale**. L'ascension de la Chine comme future superpuissance risque de générer une nouvelle dynamique qui pourrait à la fois déstabiliser la région et marginaliser la Russie dans le processus de décision (par exemple, en ce qui concerne la péninsule coréenne où le rôle déjà modeste de Moscou pourrait continuer à se réduire). Le choix d'une approche plus diversifiée, moins « chinoise » de la « politique asiatique » de Moscou est conforté par la déception des années 90 quand la Russie espérait que Chine contribuerait à son intégration politique et économique dans la région Asie Pacifique.

C'est l'un de nombreux paradoxes des rapports sino-russes : les deux pays sont divisés autant par leurs similitudes que par leurs différences. Tous deux aspirent à devenir des puissances mondiales : la Chine émerge parmi les Pays en Développement alors que la Russie essaie de recouvrir une partie du statut et de l'influence de l'époque soviétique. Si la Russie manifeste peu d'aptitudes pour faire ce saut, il n'en va pas de même pour la Chine qui peut prétendre à un statut de future puissance globale. Dans ces conditions, **la véritable « menace chinoise » pour les Russes n'est pas la possibilité d'une offensive militaire ou démographique, mais la rupture de l'équilibre stratégique dans la région**.

Cette méfiance transforme ainsi la perspective dans laquelle peuvent être analysés l'OCS et le partenariat. En effet, ces structures de coopération sont autant de **lieux d'observation et d'évaluation de l'allié** (ou adversaire potentiel ...). Le connaître, c'est connaître ses besoins, lui fournir une aide qui attend une contrepartie future ; c'est pouvoir dès lors influencer sur ses décisions et les infléchir dans son propre intérêt ; c'est même pouvoir intervenir sur ses velléités de puissance et réduire sa liberté d'action. S'allier, c'est enfin créer **l'interdépendances**, qui rend les partenaires tributaires l'un de l'autre. Autant de formes de **neutralisation** possible des capacités d'action de l'autre, dans ce contexte de lutte d'influence.

---

<sup>73</sup> Bobo Lo, art.cit.

## CONCLUSION

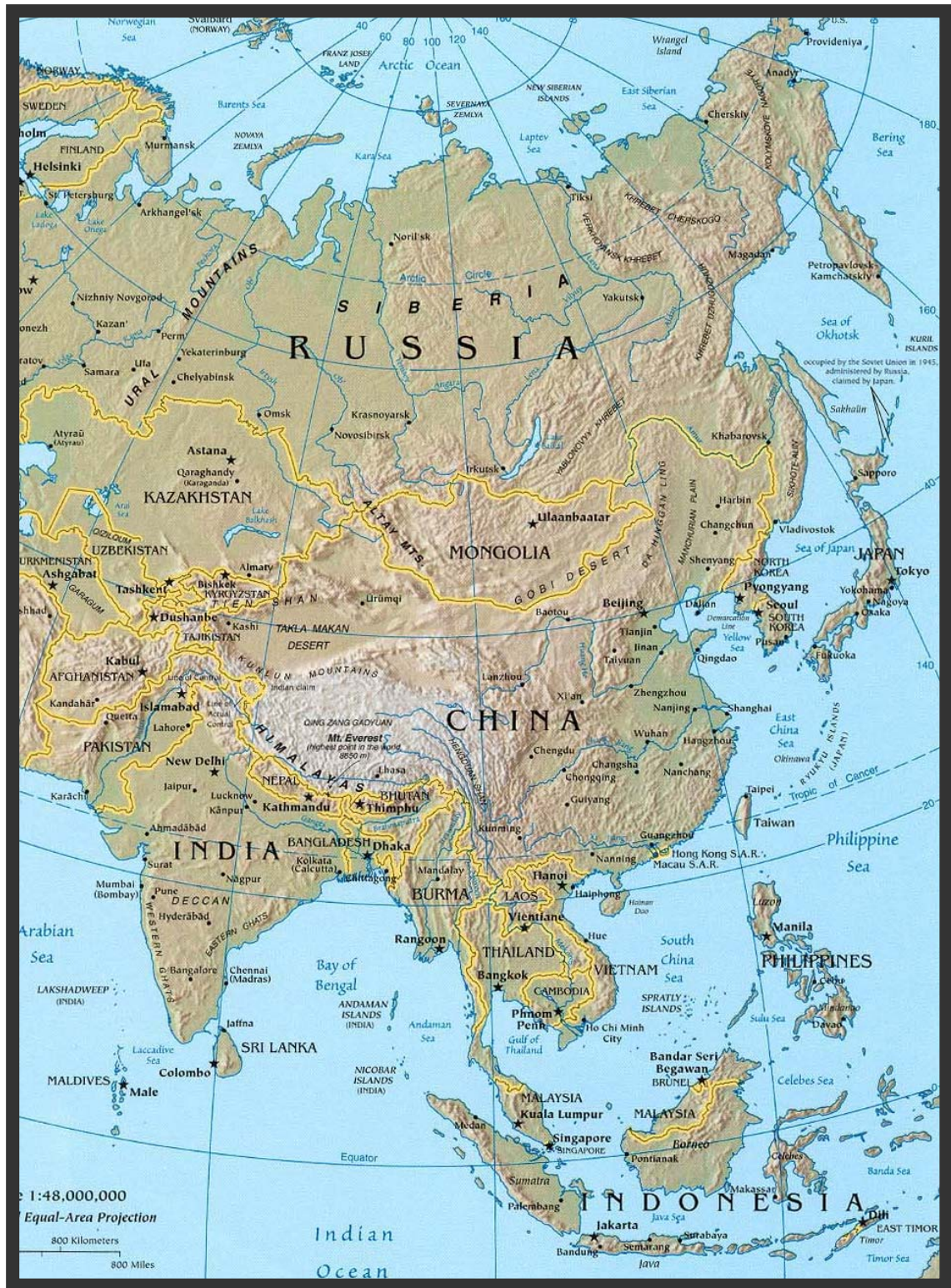
Aujourd'hui, Chine et Russie semblent avoir rompu avec un passé conflictuel.. Entre les ennemis d'hier, un partenariat existe désormais avec son cadre institutionnel et ses domaines d'application. Toutefois, il a eu à souffrir de multiples entorses notamment en raison de l'action perturbatrice des Etats-Unis en Asie. En effet, si les deux pays partagent les mêmes approches sur plusieurs questions régionales et internationales (Irak), la plupart du temps chacun cherche de manière unilatérale à se rapprocher de Washington. Pourtant, en dépit de tous ces aléas, le partenariat tient et a même surmonté des crises importantes (crise asiatique, 11 septembre). Au fil des ans, ces liens bilatéraux ont gagné en substance et sont plus diversifiés qu'auparavant. La coopération atypique est davantage fondée sur des intérêts que sur un système de valeurs élaboré, caractéristique peu commune dans un système d'alliance et qui pourtant fait sa force. Pour augmenter sa puissance et assurer sa croissance économique, la Chine a en effet besoin d'énergie, d'armement et de stabilité à ses frontières. Autant de domaines dans lesquels la Russie s'est avérée un voisin précieux.

Par ailleurs, le partenariat repose sur des rapports ambigus, en raison de leur rivalité géostratégique et de leur conception de la puissance, tout particulièrement sur le plan régional. En effet, la Chine ne veut plus être soumise à l'hyperpuissance américaine et à cette fin, elle cherche à devenir son égale. Mais, elle ne peut le faire seule et a donc besoin de rassembler autour d'un territoire consolidé tous ceux qui sont de civilisation à l'origine chinoise. C'est pourquoi Moscou est préoccupé de voir la Chine se transformer en une puissance globale sur ses marches asiatiques. Elle s'inquiète également des conséquences de cette évolution sur la sécurité de la Russie et sur une place qu'elle cherche à reconquérir dans le monde. Ce sourd antagonisme fait du partenariat le cadre privilégié de leur lutte d'influence et l'instrument d'une neutralisation réciproque.

Il est donc fort peu probable de voir émerger un bloc asiatique axé sur une « Entente cordiale » sino-russe, et qui aurait vocation à rivaliser avec l'Alliance atlantique. Pour autant, il ne faut pas sous-estimer la solidité de ce partenariat, tant les enjeux qui le sous-tendent sont considérables. Au final, cette relation a ainsi toutes les chances de perdurer, en continuant de se fonder de manière pragmatique, sur ce savant équilibre des intérêts.

# ANNEXES

## ANNEXE 1 : Chine et Russie, situation générale



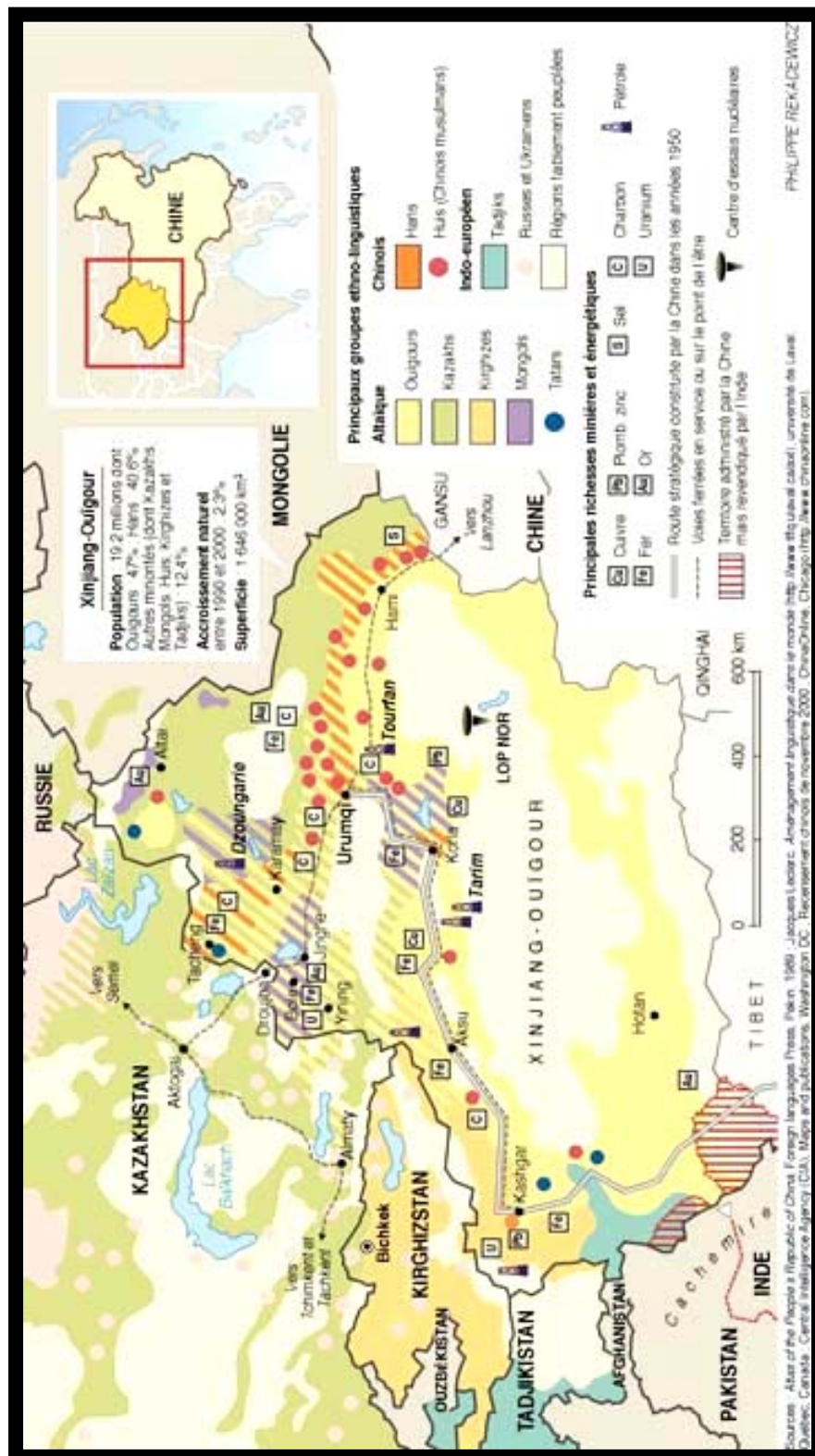
Source: Perry - Castañeda Library Map Collection  
[http://www.lib.utexas.edu/Libs/PCL/Map\\_collection/Map\\_collection.html](http://www.lib.utexas.edu/Libs/PCL/Map_collection/Map_collection.html)

## ANNEXE 2 : Les provinces autonomes chinoises



Source : Geoatlas - Graphi-Ogre / [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com)

### ANNEXE 3 : Situation du Xinjiang



Source : Sources : *Atlas of the people's Republic of China*, Foreign languages Press, Pékin, 1989 ; Jacques Leclerc, *Aménagement linguistique dans le monde*, université de Laval, Québec, Canada ; Central Intelligence Agency (CIA), Maps and publications, Washington DC ; Recensement chinois de novembre 2000 ; ChinaOnline, Chicago.

## ANNEXE 4 : La frontière sino-russe durant la Guerre Froide

**China-USSR Border**



800913 (A06003) 9-88

**China-USSR Border: Western Sector**



800914 (A06004) 9-88

Source: Perry - Castañeda Library Map Collection  
[http://www.lib.utexas.edu/Libs/PCL/Map\\_collection/Map\\_collection.html](http://www.lib.utexas.edu/Libs/PCL/Map_collection/Map_collection.html)

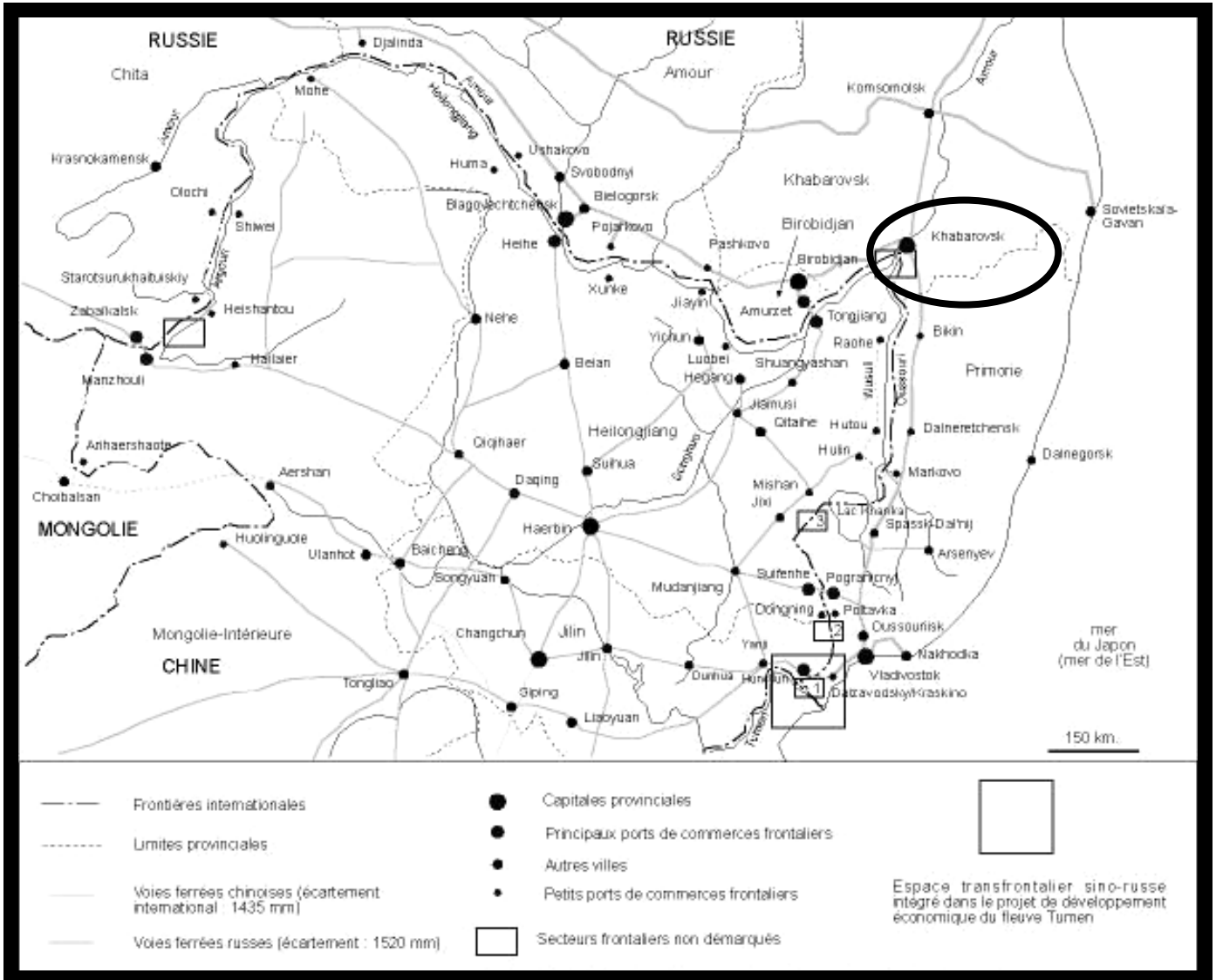
## **ANNEXE 5 : Evolution des chiffres d'affaires dans les échanges sino-russes**

(Montants indiqués en millions de dollars, rythme de croissance en %)

<b>Années</b>	<b>Chiffres d'affaires</b>		<b>Exportations</b>		<b>Importations</b>		<b>Soldes</b>
	Montant	Croissance	Montant	Croissance	Montant	Croissance	Montant
1998	5481	-10,5	3641	-10,9	1840	-9,7	+1801
1999	5720	+4,3	4223	+15,9	1497	-18,7	+2726
2000	8003	+39,9	5770	+36,6	2233	+49,1	+3537
2001	10670	+33,3	7959	+37,9	2711	+21,4	+5248
2002	11928	+11,8	8407	+5,6	3521	+29,9	+4886
2003	15760,62	+32,1	9726,07	+15,7	6034,55	+71,4	+3691,52
2004	21231,95	+34,7	12129,46	+24,7	9102,49	+51,0	+3026,97
janvier- avril 2005	7841,0	+25,9	4801,0	+21,0	3041,0	+34,7	+1760,0

Source : Victor VOITENKO, « La coopération commerciale et économique entre la Russie et la Chine : situation actuelle, problèmes et perspectives », rapport spécial, assemblée parlementaire de l'OTAN, novembre 2005, <http://www.nato-pa.int>

## ANNEXE 6 : Section orientale de la frontière sino-russe



Source : Sébastien COLIN (2003)

## ANNEXE 7 : répartitions des principaux produits d'exportation

### Exportations russes vers la Chine (%)

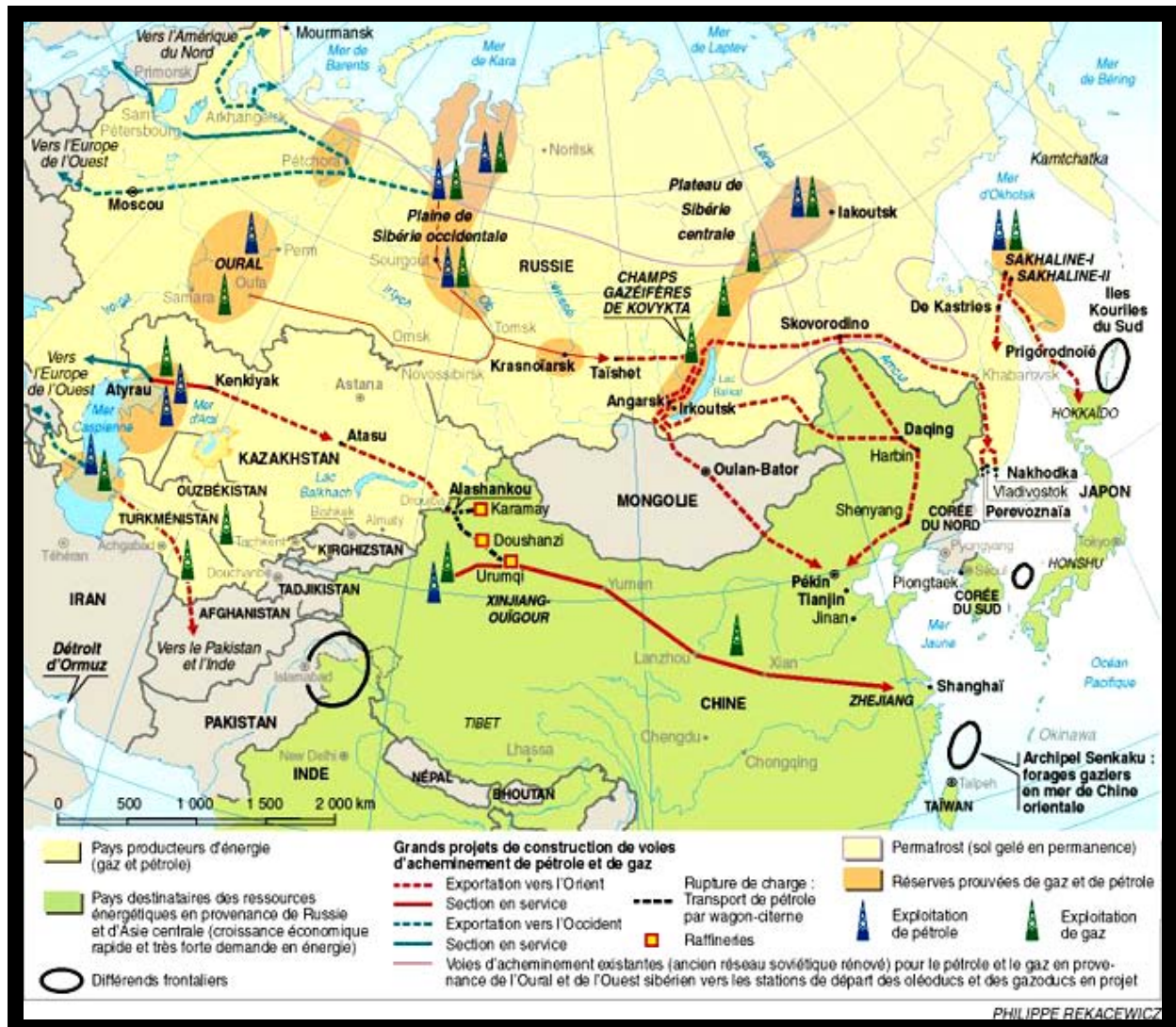
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	1 <sup>er</sup> trimestre
Fuel minéral, pétrole et produits pétroliers	3,2	7,8	13,5	10,2	15,3	21,5	34,5	34,2
Bois et produits du bois	3,7	6,7	6,8	7,5	12,6	10,8	11,8	12,2
Métaux ferreux	16,4	18,5	15,3	15,1	12,0	18,5	11,7	8,5
Produits chimiques	6,7	10,0	11,2	8,9	8,4	8,2	9,1	9,2
Engrais	17,5	15,2	9,1	7,4	10,3	6,9	8,0	11,4
Poissons, fruits de mer	7,6	6,1	6,0	6,1	7,4	6,8	6,4	7,1
Métaux non ferreux	7,2	10,3	16,0	5,5	4,4	6,5	5,2	6,5
Machines et équipements	25,3	14,9	4,5	28,7	20,1	12,9	4,8	2,6
	2,8	5,0	6,1	4,4	4,3	3,8	3,6	3,3
Minerais, scories et cendre	0,1	0,1	0,2	0,3	0,5	0,4	2,1	2,2
Papier, carton	1,7	1,8	1,9	1,4	1,3	1,1	0,9	0,9
Autres produits	7,8	3,6	9,4	4,2	3,9	3,0	1,9	1,9

### Exportations chinoises vers la Russie (%)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	1 <sup>er</sup> trimestre 2005
Machines et équipements	5,2	7,2	8,2	11,0	15,8	17,6	17,2	20,5
Fourrures	2,0	1,3	1,8	2,4	2,3	5,8	13,1	3,4
Produits en cuir	23,9	20,5	20,3	18,8	14,4	15,8	12,3	13,8
Vêtements en textiles	12,6	13,0	16,0	16,6	12,7	13,1	11,3	10,8
Chaussures	8,9	11,9	15,4	14,1	13,7	9,0	8,8	10,9
Vêtements tricotés	10,6	15,0	11,0	6,6	7,9	8,3	8,6	7,2
Produits chimiques	3,1	5,0	4,8	4,9	4,9	4,9	5,4	6,9
Produits textiles	2,5	1,6	1,9	2,9	1,7	3,2	3,2	3,2
Jouets, équipements sportifs	1,4	0,9	1,4	1,8	2,4	1,8	1,7	1,7
Viande	9,1	1,4	0,2	1,6	3,7	1,9	1,3	1,0
Céramiques	1,0	1,0	1,0	1,1	1,2	1,0	1,3	1,4
Meubles, matelas	0,7	0,3	0,5	0,5	1,0	1,2	1,2	1,3
Produits métalliques	0,4	0,4	0,5	0,5	0,7	0,7	1,2	1,5
Produits de légumes et de fruits	0,1	0,2	0,6	1,5	1,6	1,4	1,1	1,8
Légumes et légumes secs, pois,	1,1	1,3	0,7	0,7	1,0	1,0	0,8	0,9
Fuel minéral	2,9	4,1	2,2	1,9	1,2	1,0	0,8	0,5
Viande et produits dérivés	0,9	0,6	0,6	1,1	1,1	0,8	0,7	0,9
Fruits	1,9	1,3	1,0	0,9	1,2	0,9	0,7	1,0
Tissus en tricot	1,5	0,3	0,6	1,1	1,0	0,9	0,7	0,6
Grains	0,4	3,8	2,6	0,7	1,5	1,2	0,4	0,7
Autres produits	9,8	8,9	8,7	9,3	9,0	8,5	5,7	5,7

Source : Victor VOITENKO, « La coopération commerciale et économique entre la Russie et la Chine : situation actuelle, problèmes et perspectives », rapport spécial, assemblée parlementaire de l'OTAN, novembre 2005, <http://www.nato-pa.int>

## ANNEXE 8 : Principales voies terrestres d'acheminement des hydrocarbures



Source : Philippe Rekacewicz — mai 2005- <http://www.monde-diplomatique.fr>

**ANNEXE 9 : les 6 plus grands exportateurs et importateurs d'armements conventionnels (sommés des transferts pour la période 2000-2004)**

*(Indicateurs de tendance, aux prix de 1990)*

**Pays exportateurs**

	<b>Montants (en milliards de dollars)</b>	<b>Part mondiale (en%)</b>
<b>Russie</b>	<b>26,93</b>	<b>31,9</b>
Etats-Unis	25,93	30,7
France	6,36	7,5
Ukraine	2,12	2,5
Royaume Uni	4,45	5,3
Allemagne	4,88	5,8
Part des 6 plus grands exportateurs : dans l'offre mondiale	70,67	<b>83,6</b>
<b>Offre mondiale</b>	<b>84,49</b>	

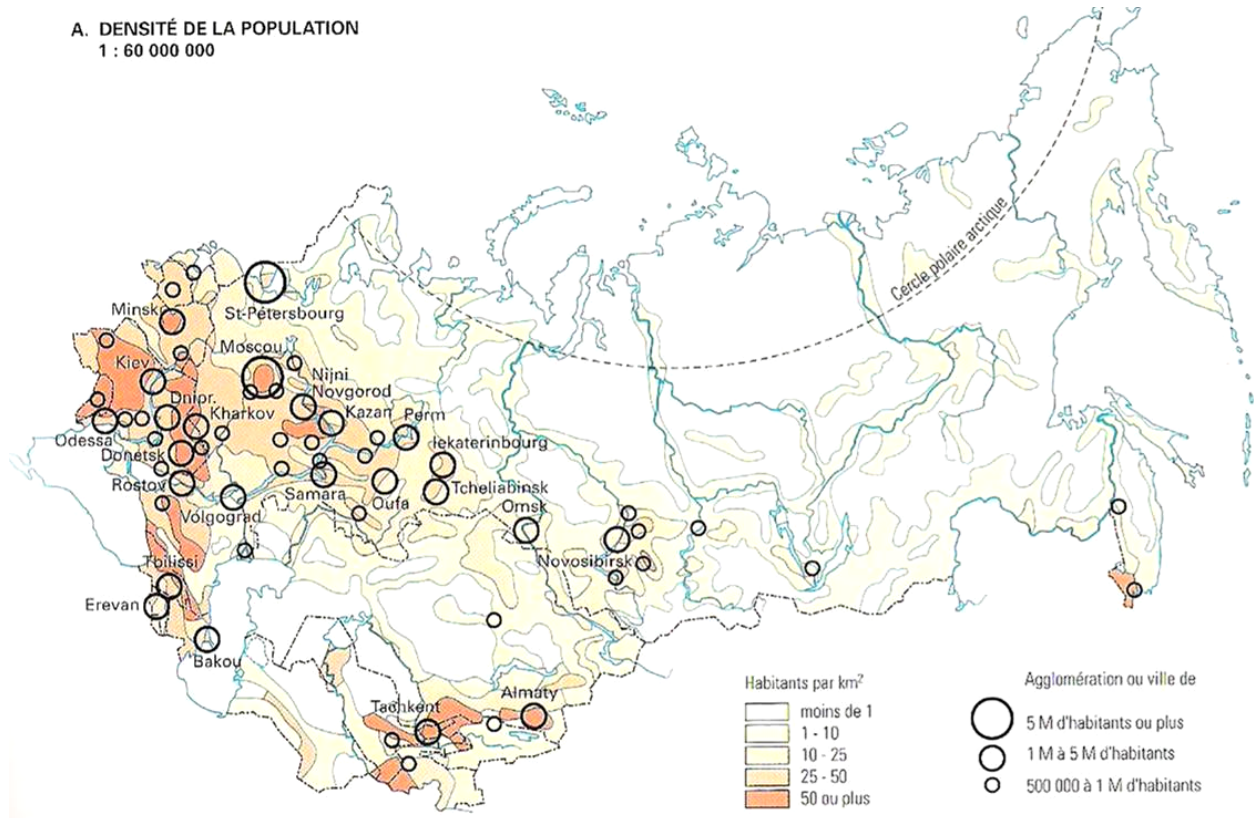
**Pays importateurs**

	<b>Montants (en milliards de dollars)</b>	<b>Part mondiale (en%)</b>
<b>Chine</b>	<b>11,68</b>	<b>13,8</b>
<b>Inde</b>	<b>8,53</b>	<b>10,1</b>
<b>Grèce</b>	<b>5,26</b>	<b>6,2</b>
<b>Royaume Uni</b>	<b>3,40</b>	<b>3,440</b>
<b>Turquie</b>	<b>3,30</b>	<b>3,9</b>
<b>Egypte</b>	<b>3,10</b>	<b>3,7</b>
Part des 6 plus grands importateurs : dans l'offre mondiale	35,27	<b>41,7</b>
<b>Demande mondiale</b>	<b>84,49</b>	

Source : SIPRI Yearbook 2005

## ANNEXE 10 : Densités démographiques en Chine et en Russie

**A. DENSITÉ DE LA POPULATION**  
1 : 60 000 000



**CHINE,**

**Provinces**

1. Heilongjiang
2. Jilin
3. Liaoning
4. Hebei
5. Shanxi
6. Shandong
7. Jiangsu

8. Anhui
9. Henan
10. Shaanxi
11. Gansu
12. Qinghai
13. Sichuan
14. Hubei
15. Zhejiang
16. Fujian

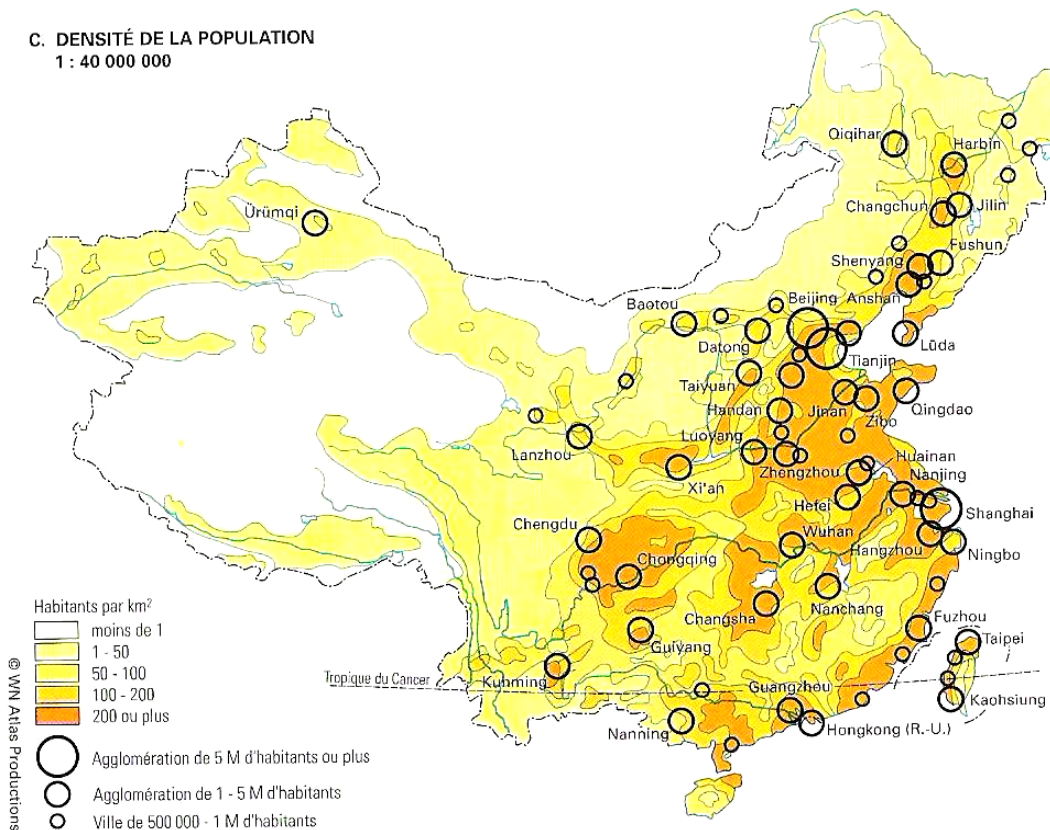
17. Jiangxi
18. Hunan
19. Guizhou
20. Yunnan
21. Guangdong
22. Beijing (Pékin)
23. Shanghai
24. Tianjin (Tientsin)
25. Hainan

**CHINE,**

**Régions autonomes**

- Xinjiang
- Xizang (Tibet)
- Ningxia
- Nei Monggol (Mongolie intérieure)
- Guangxi

**C. DENSITÉ DE LA POPULATION**  
1 : 40 000 000



## ANNEXE 11 : La Chine dans son environnement stratégique immédiat



Source : Roberto GIMENO, Patrice MITRAND, janvier 2004, Questions internationales, numéro 6, La Documentation française, Paris, mars - avril 2004.

<http://www.ladocfrancaise.gouv/revues/qi/sommaires/6/sommaires6.shtml>

## **ANNEXE 12 : les relation de la Chine avec le Kazakhstan**

Le Kazakhstan est un vaste pays, faiblement peuplé, qui ne possède pas de noyau dur, autour duquel s'organiser. Il est composé de 5 régions périphériques, situées autour d'un centre, presque entièrement vide d'activité humaines. Une de ses régions, celle d'Almaty-Taldykorgan, est attirée économiquement par le Xinjiang chinois avec qui elle a une frontière commune et où résident plus de 1 million de Kazakhs. Inversement, la pénétration de colons chinois en Almaty a commencé dès 1991, pour atteindre les 200 000 aujourd'hui. De leur côté, les Russes sont majoritaires dans le nord du Kazakhstan<sup>74</sup>.

La Chine continue d'être très active au Kazakhstan, dont elle a contrôlé la partie méridionale au XVIIIème siècle. Tout en étendant sa coopération économique avec ce pays dans le secteur de l'énergie, elle lui fournit une aide militaire. Elle fait de même avec le Kirghizstan<sup>75</sup>. En matière d'approvisionnement énergétique, la RPC est parvenue à finaliser les contrats signés en 1997 avec le Kazakhstan, renforçant encore les liens avec ce pays. La politique d'influence se double en effet d'entreprises volontaristes sur le plan économique, et surtout énergétique. A l'issue de sept années de négociation, les deux pays ont signé, le 17 mai 2004, un accord sur la construction d'un oléoduc.<sup>76</sup> S'étendant sur 998 kilomètres entre le terminal kazakh d'Atasu (région Karanda) et le col d'Alataw (Alashankou), l'oléoduc représentera le premier pipeline d'exportation du pétrole kazakh ne transitant pas par le territoire russe. Il devra permettre l'acheminement de 10 millions de tonnes de pétrole par an vers la Chine, avant être porté à 20 millions en 2011, soit 10% des importations chinoises.

---

<sup>74</sup> "Russie - Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde.", Viatcheslav Avioutski., Centre d'Analyses et de Recherches Géopolitiques ; Izvestia, 27 février 1999.

<sup>75</sup> Elizabeth Wishnick, Les relations sino-russes dans le nouveau contexte international, Perspectives chinoises n° 72, juillet - août 2002, page n°15 ; Selon le Economist Intelligence Unit, la Chine fournit trois millions de dollars d'assistance militaire au Kazakhstan et 1,2 million de dollars au Kirghizstan. « Chinese Politics : China Using Separatists to Influence Central Asia », *STRATFOR*, 29 mai 2002, <http://www.securities.com>.

<sup>76</sup> Annie Jafallian, « Equilibres géopolitiques en Asie centrale : la montée en puissance de la Chine », Annuaire stratégique et militaire 2005.

## BIBLIOGRAPHIE

### Livres et revues :

*Atlaséco 2005*, MédiaObs, pp.52.53 & 182.183, Paris, 2004.

*Atlas 2000*, « La France et le monde », Nathan, Paris, 1996.

*Annuaire stratégique et militaire*, Fondation pour la recherche stratégique, Editions Odile Jacob, Paris, 2005.

*Les cahiers de Mars*, « La Chine du XXI<sup>ème</sup> siècle », n°183, Paris, 1<sup>er</sup> trimestre2005

*Le Casoar*, n°178, octobre 2005

*Armées d'aujourd'hui*, n°303, septembre 2005

*Armées d'aujourd'hui*, n°304, octobre 2005

### Articles :

Michel Gurfinkel, « Le nouveau Grand Jeu », valeurs actuelles, n°3606, 6-12 janvier 2006, pp. 32-34

« Forces en action, instantanés », *Armées d'aujourd'hui*, n°303, septembre 2005, page

Aude le Calvé et Emmanuel Derville, « Industrie et technologie », *Armées d'aujourd'hui*, n°304, octobre 2005, page 14.

Jérôme Pellistrandi,, “En bref...”, *Le Casoar*, n°178, octobre 2005, p.14.

Isabelle Facon, « Les relations stratégiques Chine-Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique », 20 janvier 2006, Fondation pour la Recherche Stratégique, pp. 1-9.

Valérie Niquet, « La Chine et la puissance », *Les Cahiers de Mars*, n°183, 1<sup>er</sup> trimestre2005, pp. 11-20.

Pierre M. Gallois, « Dynamisme chinois et dépendance pétrolière », *Les cahiers de Mars*, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, n°183, pp. 50-56.

Elizabeth Wishnick, « Les relations sino-russes dans le nouveau contexte international », *Perspectives chinoises*, n° 72, juillet - août 2002, pp. 1-17.

Annie Jafallian, « Equilibres géopolitiques en Asie centrale : la montée en puissance de la Chine », *Annuaire stratégique et militaire 2005*, pp. 135-149.

Viatcheslav Avioutski, « Russie - Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde », *Centre d'analyses et de recherches géopolitiques*, pp. 1-13.

Bobo Lo, « Un équilibre fragile : les relations sino-russes », *Russie CEI, Visions*, n°1, avril 2005, Programme de recherche Russie/CEI, pp. 1-10.

Victor Voitenko, « La coopération commerciale et économique entre la Russie et la Chine : situation actuelle, problèmes et perspectives », rapport spécial, assemblée parlementaire de l'OTAN, novembre 2005, pp. 1-14.

**Etudes :**

COLIN, Sébastien, *Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie*, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, n°96, juillet 2003, 45 pages.

**Sites Internet :**

[www.cefc.com](http://www.cefc.com) : Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

[www.ceri-sciencespo.com](http://www.ceri-sciencespo.com): Centre d'études et de recherche internationales (Science Po - CNRS)

[www.dachary.org](http://www.dachary.org) : Observatoire stratégique

[www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr) : Ministère des affaires étrangères français.

[www.diploweb.com](http://www.diploweb.com): Revue d'étude géopolitique

[www.fmprc.gov.cn](http://www.fmprc.gov.cn) : Ministère des affaires étrangères de la République Populaire de Chine.

[www.french.epochtimes.com](http://www.french.epochtimes.com) : La grande époque

[www.frstrategie.org](http://www.frstrategie.org): Fondation pour la recherche stratégique

[www.geopolitique.net](http://www.geopolitique.net) : Institut français de géopolitique (Université Paris 8)

[www.ifri.org](http://www.ifri.org): Institut français des relations internationales

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org): Institut des relations internationales et stratégiques

[www.ln.mid.ru](http://www.ln.mid.ru) : Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

[www.mjp.univ-perp.fr](http://www.mjp.univ-perp.fr): Centre des relations internationales et de stratégie (Université Paris 1, Panthéon Sorbonne)

[www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr): Le monde diplomatique

[www.nato-pa.int](http://www.nato-pa.int)

[www.ndu.edu](http://www.ndu.edu) : Institute for national strategic studies, national Defense University

[www.questionchine.net](http://www.questionchine.net): Site francophone d'analyse de l'information asiatique

[www.strategicsinternational.com](http://www.strategicsinternational.com): Institut international d'études stratégiques

[www.tg2.mofcom.gov.cn](http://www.tg2.mofcom.gov.cn) : Bureau du conseiller économique et commercial de l'ambassade de la République populaire de Chine en République togolaise

[www.xinhuanet](http://www.xinhuanet) : Agence de presse *Xinhua*

## TABLE DES MATIERES

<b>PREMIERE PARTIE : le renouveau des relations sino-russes.....</b>	<b>4</b>
1.1- Les accords de 2001, fruit d'un rapprochement progressif depuis les années quatre-vingt.....	4
1.2- Les principaux moteurs politiques du rapprochement.....	6
1.2-1 Contrebalancer l'hégémonie de l'hyperpuissance américaine.....	6
1.2-2 Russie et Chine réunies autour des questions de sécurité.....	8
1.3- Principal résultat concret du partenariat : le règlement de la quasi-totalité du contentieux frontalier.....	11
<b>DEUXIEME PARTIE : ressources énergétiques et armement ciment de la coopération.....</b>	<b>13</b>
2.1- L'économie comme outil de rapprochement diplomatique.....	13
2.1-1 L'accroissement des échanges économiques.....	13
2.1-2 La coopération commerciale, une faiblesse prise en compte à haut niveau.....	14
2.2- Les échanges énergétiques, un axe fondamental de la coopération sino-russe.....	16
2.2-1 La Russie, grand fournisseur de la Chine un grand importateur.....	16
2.2-2 Les accords sur les principales ressources énergétiques .....	17
2.3- l'armement, l'autre grand pôle de coopération.....	20
2.3-1 La Chine, nouvel eldorado pour l'industrie d'armement russe.....	20
2.3-2 La coopération militaire, une démonstration de puissance pour le monde.....	22

<b>TROISIEME PARTIE : Les ambiguïtés du partenariat sino-russe.....</b>	<b>23</b>
3.1- Des tensions permanentes.....	23
3.1-1 Les échanges économiques régionaux, premiers révélateurs des nouvelles formes de tensions.....	23
3.1-2 Sur le plan énergétique, des tergiversations et des revirements qui traduisent des réticences sous-jacentes.....	25
3.1-3 Les achats massifs d'armement par la Chine : source de revenus et de méfiance pour la Russie.....	26
3.2- Amies ou rivales ?.....	27
3.2-1 Le partenariat dans la tourmente engendrée par les événement du 11 septembre...	27
3.2-2 Une rivalité régionale à peine voilée.....	29
3.3- Une méfiance permanente qui transforme le partenariat en outil de neutralisation mutuelle.....	31